



Juin 2020
Madagascar



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

IMPACT DU COVID -19

SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES

ENQÊTE À HAUTE FRÉQUENCE PAR TÉLÉPHONE

AUPRÈS DES MÉNAGES (EHTM)



PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE
REALISEE AUPRES DES MENAGES
VAGUE 01





ABRÉVIATIONS

CATI :	Computer Assisted Telephonic Interview
CCO COVID – 19 :	Centre de Commandement Opérationnel COVID – 19
COVID – 19 :	Coronavirus Disease 2019
CVO :	COVID – Organics
IMRA :	Institut Malgache de Recherches Appliquées
INSTAT :	Institut National de la Statistique
MEF :	Ministère de l’Economie et des Finances
MSANP :	Ministère de la Santé Publique





SOMMAIRE

LISTE DES GRAPHIQUES.....	VII
INTRODUCTION.....	1
1. Contexte général du covid-19 à Madagascar	3
2. Niveau de connaissance et perception des ménages concernant la pandémie..	4
3. Comportement de la population vis-à-vis du COVID – 19	8
4. Accès aux besoins essentiels	10
5. Impact économique de la pandémie du COVID – 19 sur l’emploi.....	17
6. La pandémie COVID – 19 et la sécurité alimentaire.....	22
7. Portée et impacts des mécanismes amortisseurs.....	24
CONCLUSION	27





LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1. EVOLUTION DU COVID – 19 DEPUIS LE 19 MARS AU 02 MAI 2020	3
GRAPHIQUE 2. PROPORTION DES MÉNAGES AYANT ENTENDU PARLER DU COVID – 19 (EN %).....	4
GRAPHIQUE 3. LES CANAUX POUR S'INFORMER DU COVID – 19 (EN %)	5
GRAPHIQUE 4. RÉPONSE SPONTANÉE DES MÉNAGES SUR LA CONNAISSANCE DES MESURES BARRIÈRES POUR LUTTER CONTRE LE COVID – 19 (EN %)	5
GRAPHIQUE 5. RÉPONSE SPONTANÉE DES MÉNAGES SUR LA CONNAISSANCE DES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT (EN %).....	6
GRAPHIQUE 6. CONNAISSANCE DES SYMPTÔMES DU COVID – 19 (EN %)	6
GRAPHIQUE 7. CONNAISSANCE DES NUMÉROS DE CONTACT DU CCO COVID.....	7
GRAPHIQUE 8. SATISFACTION SUR LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT	7
GRAPHIQUE 9. RAISON DE NON-SATISFACTION DES MESURES PRISES (EN %)	8
GRAPHIQUE 10. GESTES BARRIÈRES ADOPTÉES FACE À LA PANDÉMIE	9
GRAPHIQUE 11. DURÉE MAXIMALE LORS D'UNE SORTIE HORS DU FOYER.....	9
GRAPHIQUE 12. PREMIÈRES RÉACTIONS DES MÉNAGES EN PRÉSENCE DE SYMPTÔMES DU COVID – 19	10
GRAPHIQUE 13. POURCENTAGE DES MÉNAGES AYANT RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS À ACHETER LES MÉDICAMENTS/PRODUITS PHARMACEUTIQUES DEPUIS LA PREMIÈRE DÉCLARATION DE L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE	11
GRAPHIQUE 14. PRINCIPALE RAISON AYANT EMPÊCHÉ LES MÉNAGES À ACHETER DES SOLUTIONS HYDROALCOOLIQUES	11
GRAPHIQUE 15. POURCENTAGE DES MÉNAGES AYANT DES DIFFICULTÉS À ACHETER LES PRODUITS ALIMENTAIRES SELON LE TYPE DE PRODUIT	12
GRAPHIQUE 16. PRINCIPALE RAISON AYANT EMPÊCHÉ LES MÉNAGES D'ACHETER LE RIZ (%).....	13
GRAPHIQUE 17. POURCENTAGE DES MÉNAGES AYANT EU BESOIN DE SOINS MÉDICAUX DEPUIS LA PREMIÈRE DÉCLARATION DE L'ÉTAT D'URGENCE	13
GRAPHIQUE 18. DIFFÉRENTES RAISONS LIÉES AU BESOIN DE SOINS MÉDICAUX (%).....	14
GRAPHIQUE 19. POURCENTAGE DES MÉNAGES AYANT PU BÉNÉFICIER D'UN TRAITEMENT MÉDICAL ...	15
GRAPHIQUE 20. TYPES D'ACTIVITÉ PRATIQUÉS PAR LES ENFANTS DEPUIS QUE LES ÉCOLES SONT FERMÉES (%).....	15



GRAPHIQUE 21. POURCENTAGE DES MÉNAGES N'AYANT FAIT AUCUNE ACTIVITÉ ÉDUCATIVE PENDANT QUE LES ÉCOLES SONT FERMÉES.....	16
GRAPHIQUE 22. LE BESOIN D'ALLER CHEZ LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET LES RAISONS DES OPÉRATIONS CHEZ LES MÉNAGES (%)	17
GRAPHIQUE 23. PERTE D'EMPLOI LIÉE AU COVID – 19 PAR PRINCIPALES BRANCHES D'ACTIVITÉ (EN %).....	18
GRAPHIQUE 24. PERTE D'EMPLOI PAR MILIEU.....	18
GRAPHIQUE 25. RAISONS DE LA PERTE D'EMPLOI LIÉE AU COVID – 19.....	19
GRAPHIQUE 26. PERTE D'EMPLOI LIÉE AU COVID – 19 PAR CATÉGORIE DANS L'EMPLOI ET PAR SECTEUR (EN %)	20
GRAPHIQUE 27. PERCEPTION DES TRAVAILLEURS SUR LA DATE PROBABLE DE RETOUR À L'EMPLOI ...	20
GRAPHIQUE 28. MODE DE TRAVAIL DURANT LE CONFINEMENT	21
GRAPHIQUE 29. MODE DE RÉMUNÉRATION DES INDIVIDUS EN EMPLOI LORS DU CONFINEMENT ...	21
GRAPHIQUE 30. SITUATION DU REVENU DES MÉNAGES	22
GRAPHIQUE 31. RÉPARTITION DES MÉNAGES EN SITUATION DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	23
GRAPHIQUE 32. POURCENTAGE DES MÉNAGES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SÉVÈRE (MÉNAGE AYANT PASSÉ UNE JOURNÉE ENTIÈRE SANS MANGER)	23
GRAPHIQUE 33. SITUATION DES MÉNAGES VIS-À-VIS DE L'ÉCHELLE D'EXPÉRIENCE EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE (EN %).....	24
GRAPHIQUE 34. PROPORTION DE MÉNAGES TOUCHÉS PAR LES PRINCIPAUX TYPES DE CHOC	25
GRAPHIQUE 35. PRINCIPALES STRATÉGIES DES MÉNAGES FACE AUX DIFFÉRENTS CHOCS SUBIS	26



INTRODUCTION

Lorsque la crise sanitaire liée au coronavirus est devenue une pandémie touchant les pays du globe à une progression inouïe, l'Etat malgache a immédiatement pris des mesures pour gérer cette crise. Il s'agit entre autres de la suspension de ses liaisons aériennes au reste du monde, de la fermeture des écoles mais notamment de la proclamation de l'état d'urgence sanitaire par le Président de la République le 20 mars 2020 suite à l'enregistrement du premier cas. A partir de là, tous les 15 jours le plan national de riposte contre le COVID – 19 est révisé pour se conformer à la situation d'urgence.

Madagascar subit les conséquences économiques de la pandémie du COVID – 19 au niveau international de par la rupture substantielle de ses liens commerciaux avec les pays durement affectés d'Asie et d'Europe. Sur le plan national, l'application des mesures restrictives a bouleversé le quotidien des ménages des régions confinées ou non tant au niveau social qu'au niveau économique. De fait la particularité de cette crise fait qu'elle met une double pression à la fois sur l'offre et la demande nationale.

Afin de soutenir l'effort du gouvernement dans la mise en œuvre du plan national de réponse sociale et de relance économique contre le COVID – 19 pour assister les ménages et les entreprises en difficulté pendant cette période, l'Institut National de la Statistique (INSTAT) est chargé par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et avec l'appui de la Banque Mondiale de réaliser une série d'enquêtes auprès des ménages pour compléter les informations requises régulièrement en ce temps de crise.

L'objectif de l'enquête est en effet de mesurer l'impact de l'épidémie COVID – 19 sur les conditions de vie des ménages à Madagascar. L'enquête ménage à haute fréquence est conduite et renouvelée chaque mois jusqu'à la fin de l'année. Elle est mise en place selon l'approche CATI¹ ou l'enquête par téléphone assistée par ordinateur afin de respecter les mesures barrières et la distanciation sociale en ce moment. Le suivi s'effectue par enquête longitudinale d'un même échantillon de 1 240 ménages répartis dans tout le pays. La collecte des données de cette première vague a commencé en début du mois de juin 2020 et s'est terminée mi-juin 2020.

L'enquête ménage s'articule autour des différents thèmes portant sur le niveau de connaissance des ménages des mesures à prendre pour réduire le risque de contamination du virus et les comportements à adopter face à l'épidémie mais aussi les principaux canaux tels que leurs accès aux services essentiels, la situation d'emploi de la population et les sources de revenus, l'insécurité alimentaire et la portée et l'impact des mécanismes amortisseurs par lesquelles les ménages sont susceptibles de se confronter.

1 Computer Assisted Telephonic Interview





1. Contexte général du covid-19 à Madagascar

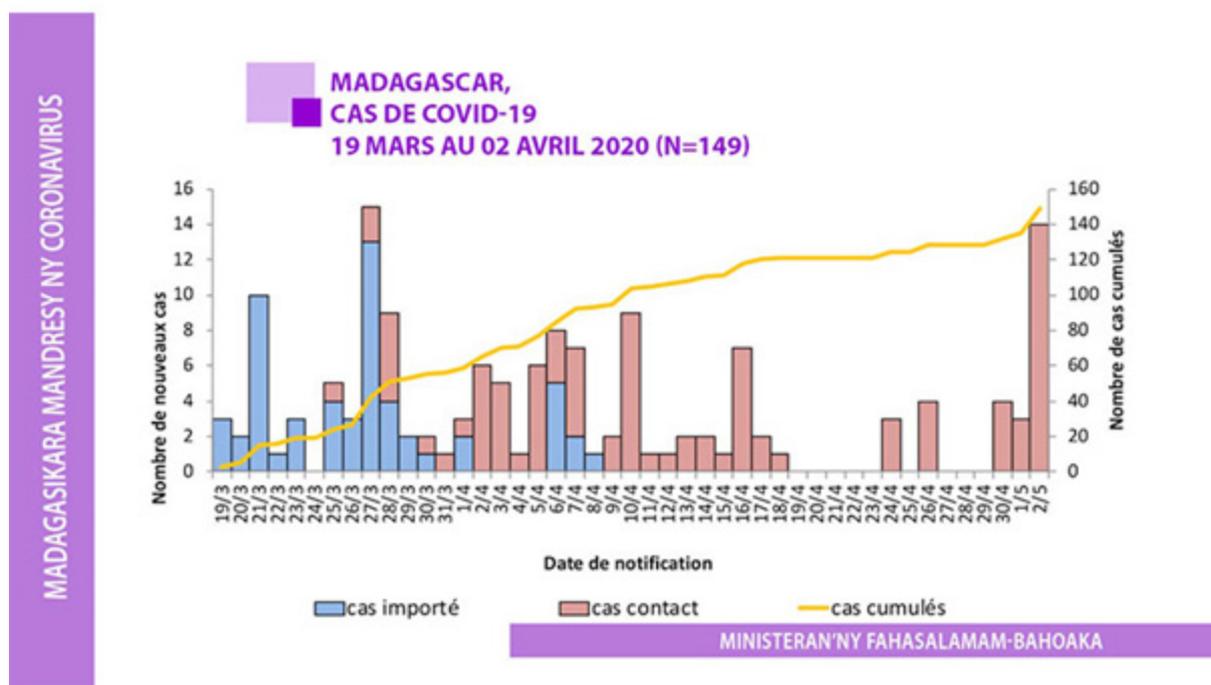
Selon les statistiques officielles sorties sur le site du Ministère de la Santé Publique (MSANP) Madagascar a enregistré trois premiers cas de maladie du COVID – 19 le 19 mars 2020. Au moment de la fin de la collecte de la première vague de l'enquête les cas confirmés ont atteint 1 272 personnes, les patients en cours de traitement sont au nombre de 896, les personnes guéries sont au nombre de 367 et 10 décès ont été enregistrés.

En faisant un petit tour d'histoire, au moment où Madagascar ne présente pas encore de cas de coronavirus l'Etat malgache a mis en place un dispositif de prévention afin d'empêcher l'entrée du virus. Il s'agit, entre autres, de la suspension des vols vers l'Asie et l'Italie ou de la prise de température

des passagers à l'aéroport d'Ivato. Puis une ligne verte a été ouverte pour que les gens puissent demander des informations concernant le coronavirus ou signaler des cas. La sortie du décret N°2020 – 359 du 21 mars 2020 proclame sur toute l'étendue du territoire de la République de Madagascar l'état d'urgence sanitaire, pendant une durée de quinze jours, pour des raisons de sécurité sanitaire. Par la suite, tous les 15 jours des décrets prolongent l'état d'urgence sanitaire. Le Centre de Commandement Opérationnel COVID – 19 (CCO COVID – 19) à Ivato est fonctionnel depuis son lancement officiel le lundi 23 mars 2020 par le Président de la République. Le CCO COVID – 19 coordonne les opérations de lutte contre le COVID – 19.



GRAPHIQUE 1. EVOLUTION DU COVID – 19 DEPUIS LE 19 MARS AU 02 MAI 2020



Source : MSANP/CCO COVID – 19²

² [http://cco-COVID – 19.gov.mg/fr/statistiques](http://cco-COVID-19.gov.mg/fr/statistiques)

Le 19 mars 2020, trois cas de maladie sont confirmés par le MSANP. Il s'agit des « cas importés » c'est-à-dire des personnes qui ont contracté la maladie en dehors du territoire de Madagascar. L'apparition des « cas contacts » c'est-à-dire des personnes qui ont contracté la maladie au contact des cas importés date de 25 mars 2020. A partir de 09 avril 2020 il ne subsiste plus que des cas contacts à Madagascar rendant la maîtrise de la maladie encore plus difficile.

Les mesures prises sur l'ensemble du territoire au début du confinement sont en général le port obligatoire de cache-bouche, l'interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes, la prolongation de la fermeture des écoles sauf pour les élèves en classe d'examen, la prolongation de la suspension des vols internes et internationaux, la libre circulation

du transport de marchandises et non du transport des personnes et le couvre-feu décrété à l'heure indiquée.

Le 20 avril 2020 le Président de la République a lancé officiellement le nouveau remède contre le COVID – 19 à l'Institut Malgache de Recherches Appliquées (IMRA). Ce remède est connu sous l'appellation « COVID Organics (CVO) ». Il est fabriqué à base d'une plante médicinale dénommée Artemisia et est désormais commercialisé à Madagascar.

Vers mi-juin, les mesures de restrictions ont été allégées dans l'ensemble du territoire sauf pour les zones les plus affectées par le COVID – 19 à savoir la région Analamanga et les quatre districts de la province de Toamasina. Dans les autres districts de Madagascar toutes les activités peuvent

repandre son cours normal et le couvre-feu est levé. Pour la région d'Analamanga les activités sont autorisées jusqu'à 17 heures et les transports en commun peuvent servir jusqu'à 19 heures. Dans les districts de Toamasina I, II, de Fenerive-Est et de Moramanga les activités peuvent se faire jusqu'à 15 heures. Les écoles restent fermées et le couvre-feu est maintenu dans ces districts et à Analamanga.

La Région Haute Matsiatra rajoutée à la Région Analamanga et les Districts de Toamasina I et II, pour être celles qui doivent appliquer les mesures de confinement partiel décrétées par le Président de la République le 04 Avril 2020 dernier, restent les trois principales Régions dans lesquelles les

mesures de restrictions les plus contraignantes vont être appliquées pour rester en vigueur³. Aussi les trois domaines d'étude utilisés dans ce rapport sont décrits comme ceci :

- Les « urbains confinés » sont les trois régions urbaines citées ci-dessus ;
- Les « autres urbains » sont les zones urbaines non décrétées par le confinement ;
- Les « ruraux » sont les zones rurales du territoire de Madagascar.

³ Information sortie par MSANP/CCO COVID - 19

2. Niveau de connaissance et perception des ménages concernant la pandémie

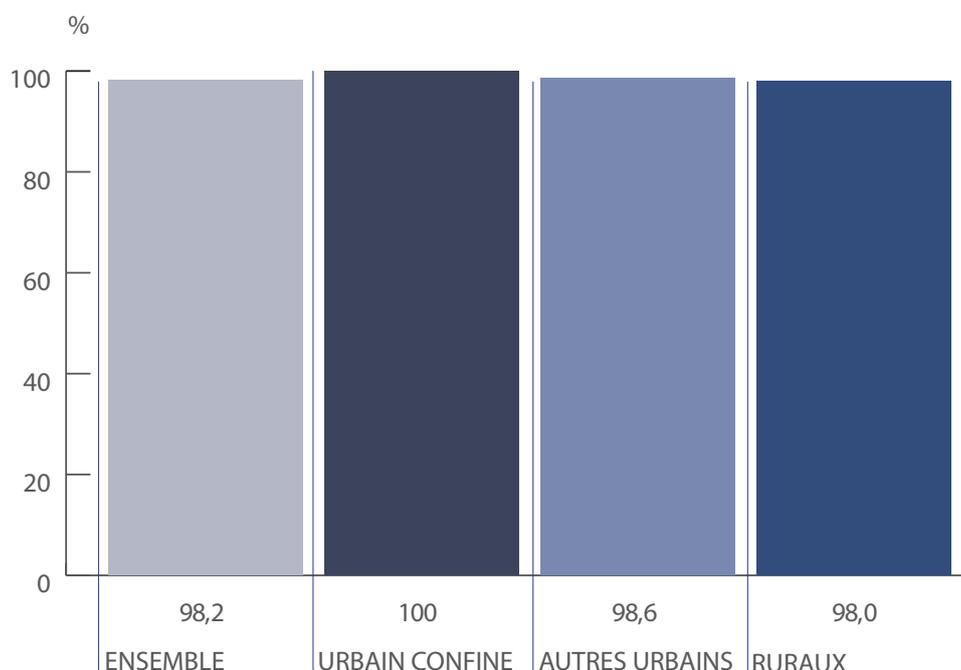
Une bonne connaissance des ménages concernant une épidémie dans tous ses aspects est un des meilleurs moyens pour freiner sa propagation.

La quasi-totalité des ménages sont au courant de la présence de la maladie à Madagascar.

Selon les résultats de l'enquête, 98,2% des ménages ont déclaré avoir entendu du Coronavirus. Cette universalité de la connaissance de la maladie est vraie dans tous les milieux.



GRAPHIQUE 2. PROPORTION DES MÉNAGES AYANT ENTENDU PARLER DU COVID – 19 (EN %)



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

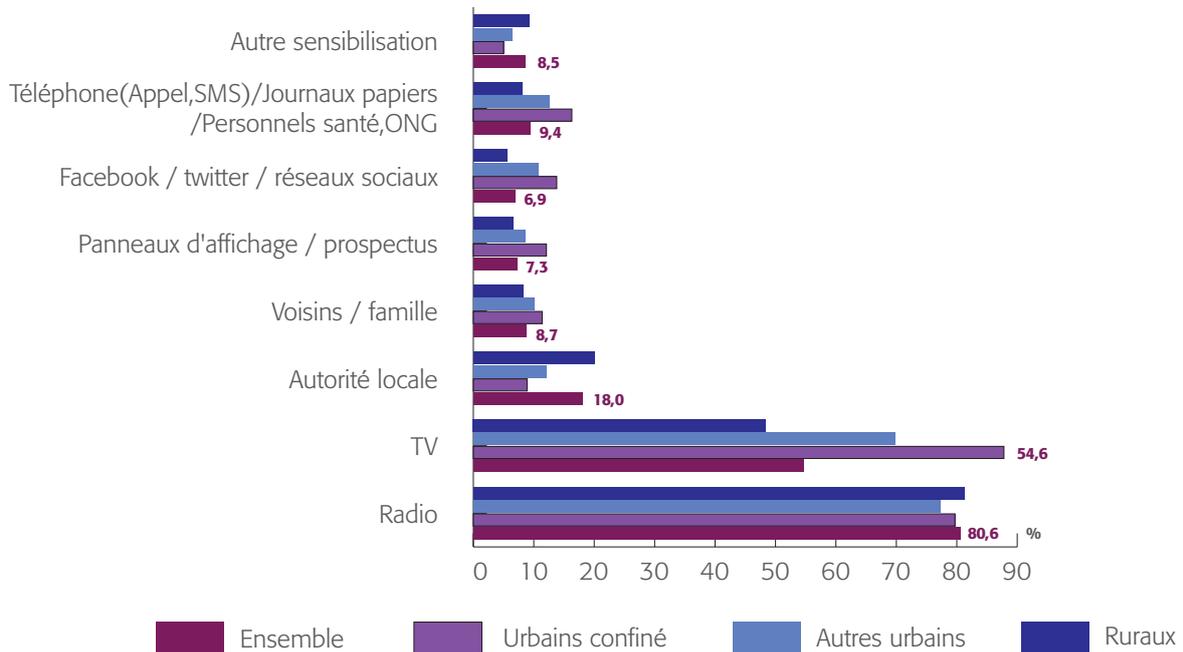
Tous les ménages résidant dans tous les zones « Urbains confinés » ont entendu parler de la maladie COVID – 19, de la distanciation sociale et de l'auto-isollement. Et dans les zones rurales et urbaines non confinées, seulement quelques ménages (moins de 2%) n'ont pas encore entendu parler de la maladie.

En outre, dans ces zones rurales et urbaines non confinées, moins de 7% (entre 4% et 7%) des ménages n'ont pas reçu d'informations sur la distanciation sociale et l'auto-isollement.

Les canaux d'information habituels (TV et radio) sont les plus utilisés par les ménages.



GRAPHIQUE 3. LES CANAUX POUR S'INFORMER DU COVID – 19 (EN %)



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

Plus de 89% des ménages s’informent sur le COVID – 19 à partir des postes TV et des chaînes de radios. Les ménages des milieux urbains, surtout ceux des « Urbains confinés » (à 87,8%) sont les plus incités à s’informer par la télévision. Les informations partagées à partir des stations radios sont les plus perçues par l’ensemble des ménages, surtout dans les milieux ruraux et « urbains non confinés ».

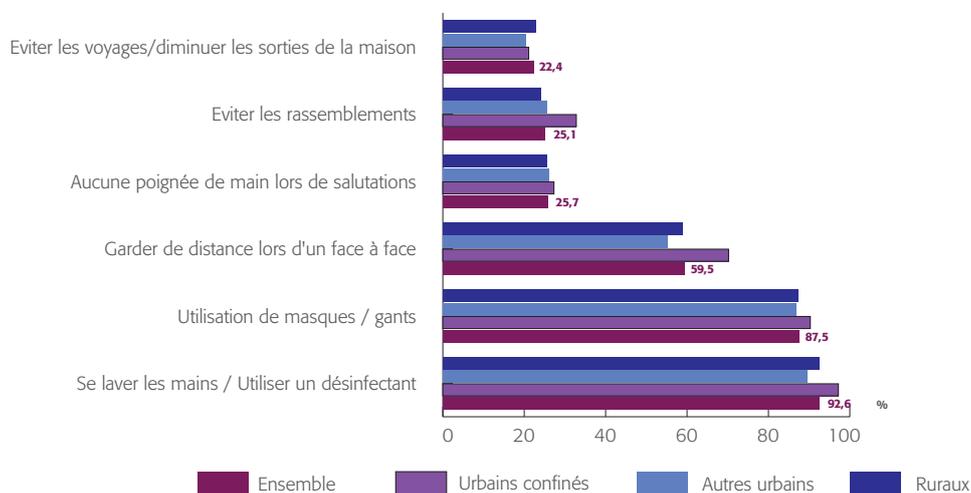
Les mesures barrières les plus connues par les ménages concernant les dispositions à prendre pour réduire les risques de contamination sont le lavage des mains (92,6%) et l’utilisation des masques (87,5%).

Les ménages sont également bien informés sur la désinfection fréquente des mains, l’utilisation des masques, et le fait de rester à la maison.

Pour se protéger du COVID – 19, certains faits et gestes sont devenus quotidiens que certains ménages oublient qu’ils sont des mesures barrières contre la maladie. Par contre, pour les ménages, le fait de rester à la maison est plus une directive donnée par le gouvernement qu’une des mesures pour se protéger du COVID – 19.



GRAPHIQUE 4. RÉPONSE SPONTANÉE DES MÉNAGES SUR LA CONNAISSANCE DES MESURES BARRIÈRES POUR LUTTER CONTRE LE COVID – 19 (EN %)



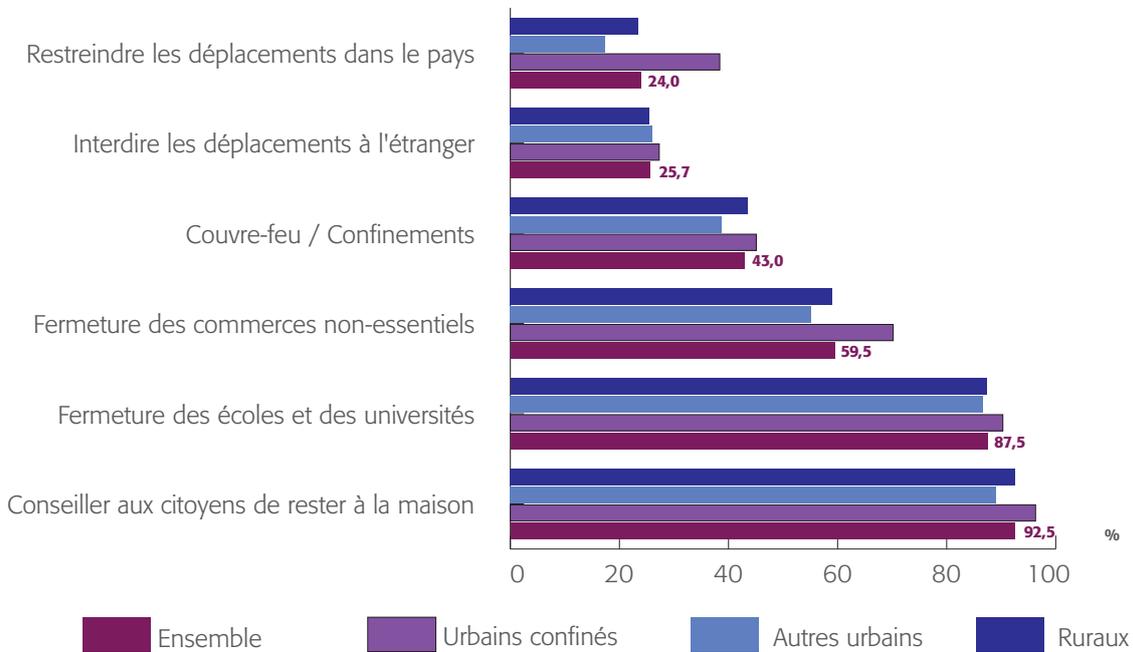
Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

Plus d'informations sur la maladie, sur sa transmission, et sur les mesures barrières permettraient aux ménages d'améliorer leurs protections contre le virus. Les mesures

gouvernementales les plus connues pour lutter contre le COVID - 19 sont : le conseil de rester chez soi, et la fermeture des écoles et universités.



GRAPHIQUE 5. RÉPONSE SPONTANÉE DES MÉNAGES SUR LA CONNAISSANCE DES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT (EN %)



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

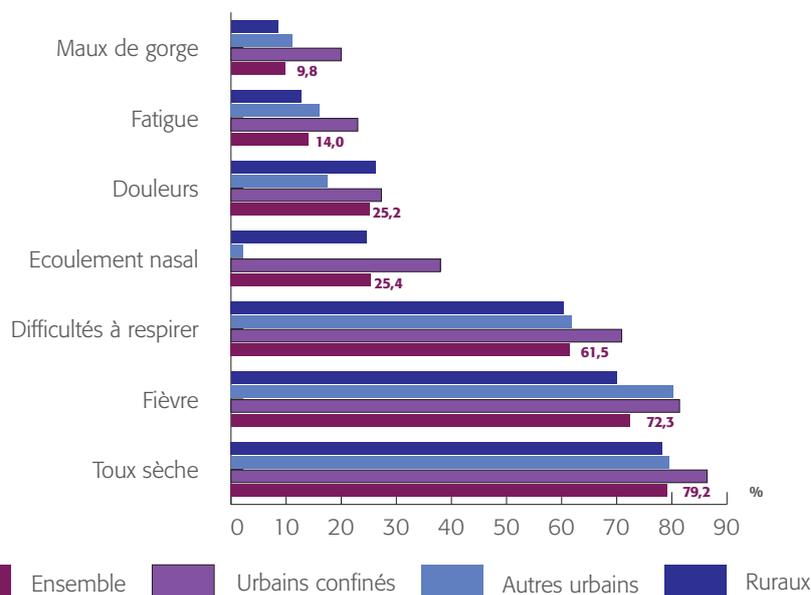
Plus de 95% des ménages connaissent au moins un symptôme du COVID - 19.

fièvre, et les difficultés à respirer sont les plus connus. Ces derniers étaient les premiers symptômes identifiés de la maladie. Etant une nouvelle maladie, de nouvelles informations sur la maladie apparaissent, y compris les symptômes.

Même si la quasi-totalité des ménages sont informés sur au moins un symptôme du COVID - 19, les toux sèches, la



GRAPHIQUE 6. CONNAISSANCE DES SYMPTÔMES DU COVID - 19 (EN %)



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

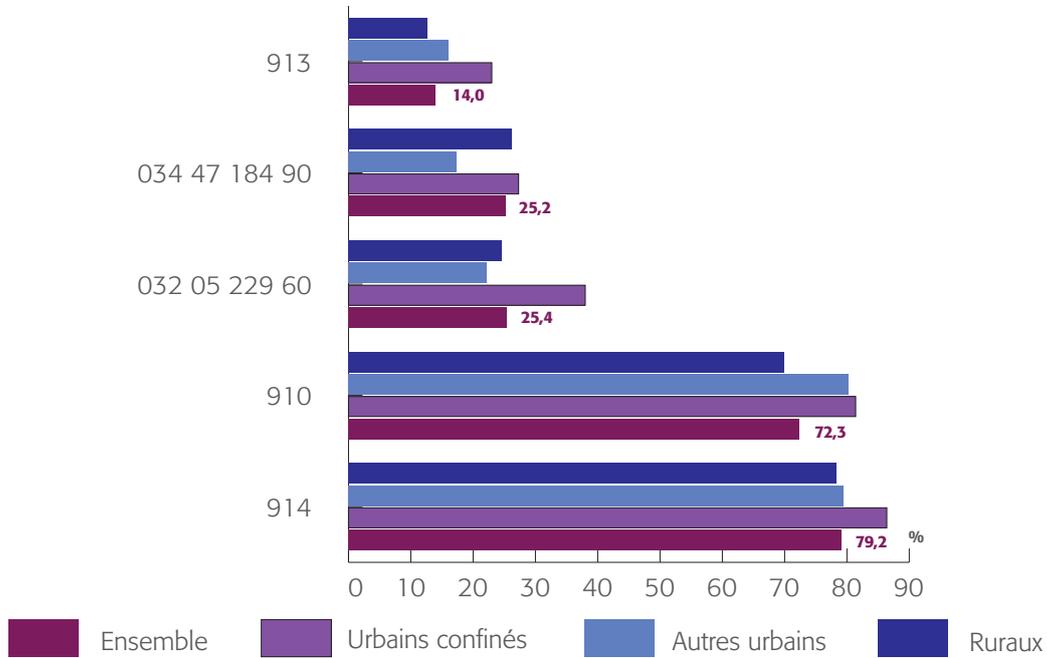


Il est préférable est d’informer davantage les ménages sur les nouvelles observations scientifiques concernant la maladie pour aider les ménages à mieux orienter leurs actions.

Plus de 95% des ménages connaissent au moins un numéro pour contacter le CCO COVID.



GRAPHIQUE 7. CONNAISSANCE DES NUMÉROS DE CONTACT DU CCO COVID



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

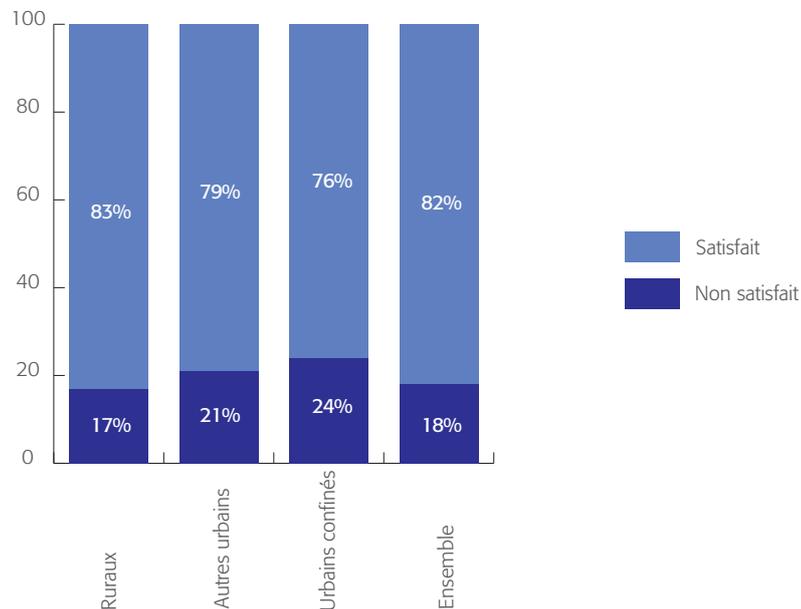
Les contacts à partir des numéros verts (910 et 914) sont les plus connus des ménages, surtout dans les zones « Urbains confinés », atteignant les voisinages de 90%. Le rappel des raisons pour appeler ces numéros de téléphone, et

l’actualisation des contacts permettraient mieux de lutter contre la propagation des maladies.

Plus de 80% des ménages Malagasy sont satisfaits des mesures prises par le gouvernement.



GRAPHIQUE 8. SATISFACTION SUR LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT



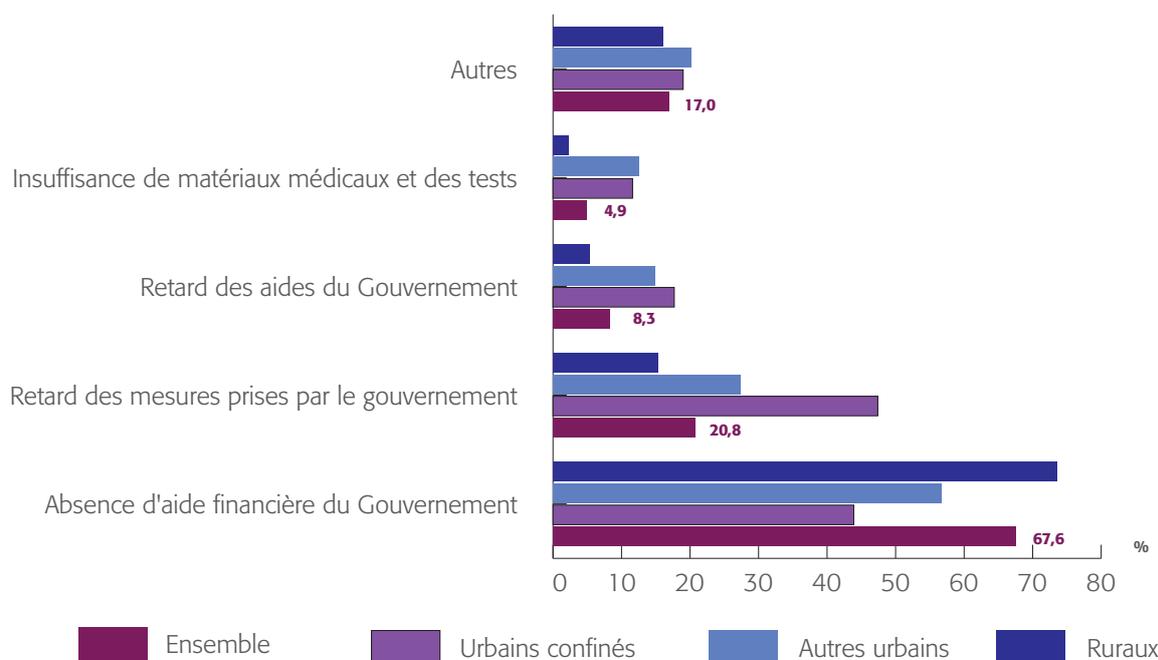
Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

Dans les zones « Urbains confinés » sont observées la proportion la plus forte de non-satisfaction (24%) des ménages sur les mesures prises par le gouvernement. La raison de leurs non-satisfactions se concentre le plus sur les retards des mesures prises par le gouvernement.

Les milieux ruraux sont les plus satisfaits des mesures prises pour lutter contre les impacts du COVID – 19. Par ailleurs, dans les autres zones non touchées par le confinement, la raison de non-satisfaction de ces mesures est plus sur l'absence d'aide financière du gouvernement pour les ménages y résidant.



GRAPHIQUE 9. RAISON DE NON-SATISFACTION DES MESURES PRISES (EN %)



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

En générale (à plus de 60%, toutes zones comprises), les ménages ont une perception positive sur le gouvernement.

La tendance des perceptions des ménages sur le gouvernement ne dépend pas de leurs lieux de résidence. En effet, les avis des ménages diffèrent très peu des zones où ils se trouvent.

Les ménages sont plutôt d'accord sur leur perception que le gouvernement est digne de confiance pour gérer la crise

due au COVID – 19. Seuls 12,7% des ménages sont en désaccords sur ce dernier.

Également, la majeure partie des ménages (à plus de 70%) trouve que le gouvernement est disposé et peut fournir des soins de santé, une assistance et aide suffisante pour faire face à cette crise. D'ailleurs, 89% des ménages ont l'intention de suivre les directives du gouvernement pour atténuer la propagation du coronavirus.

3. Comportement de la population vis-à-vis du COVID – 19

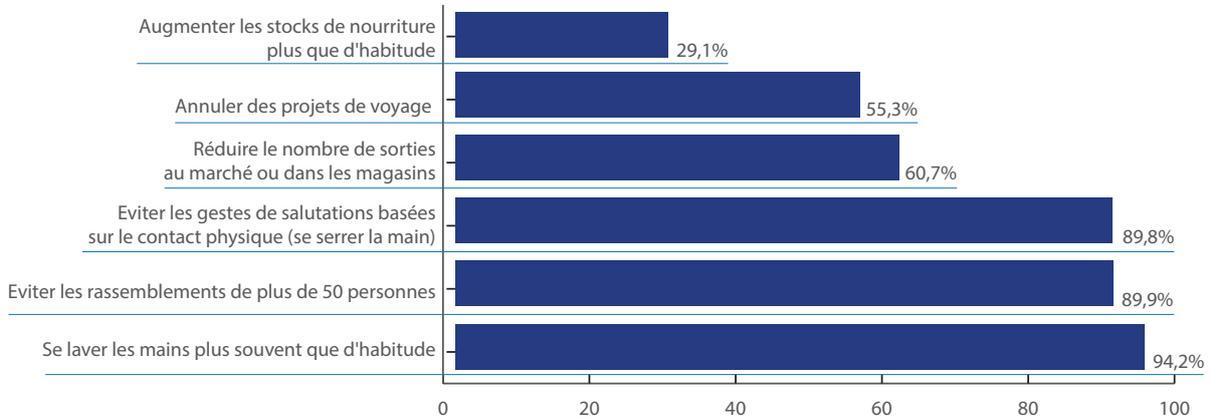
L'état d'urgence sanitaire et ses corollaires pour stopper la propagation du coronavirus définissent le cadre de l'environnement socioéconomique à Madagascar. Les mesures édictées par le gouvernement afin d'endiguer la pandémie du COVID – 19 ont fait naître de nouvelles habitudes au sein de la population.

Une adhésion populaire sur le respect de certaines gestes barrières.

Depuis les premiers cas d'infection au coronavirus, plus de 9 malgaches sur 10 ont pris l'habitude de se laver les mains plus souvent que d'habitude tout en évitant les gestes de salutations basées sur le contact physique comme le fait de se serrer la main. Une majorité absolue de la population a, de ce fait, évité les rassemblements de plus de cinquante personnes.



GRAPHIQUE 10. GESTES BARRIÈRES ADOPTÉES FACE À LA PANDÉMIE



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

Un confinement pas toujours respecté.

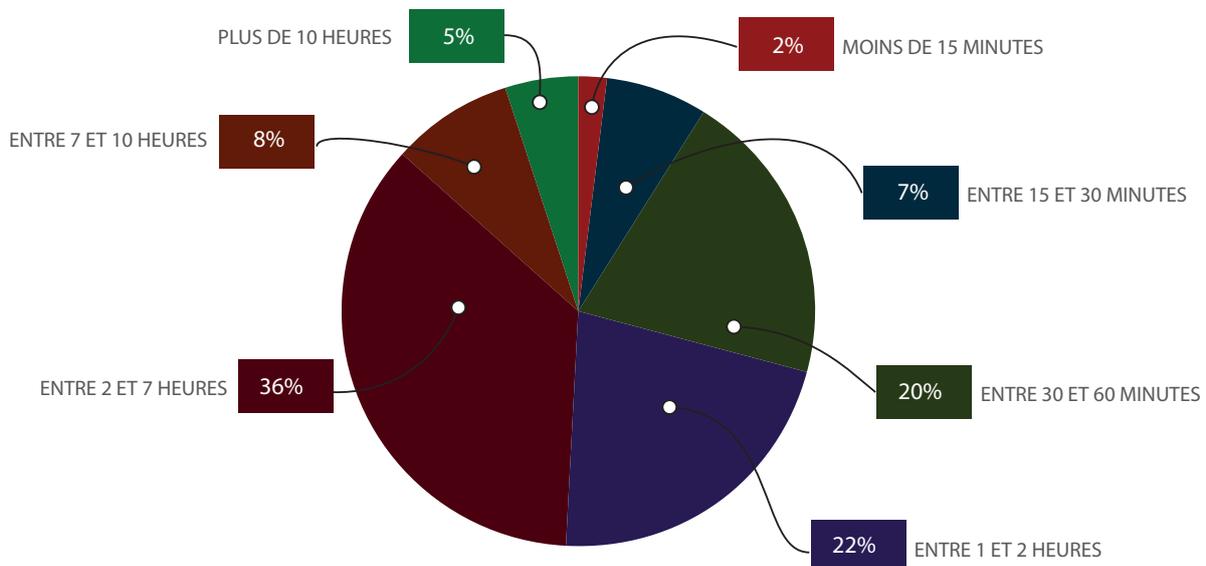
Toutefois, le message « Mijanona an-trano »⁴ a, dans une moindre mesure, difficilement reçu cette approbation populaire. Les gens continuent à se déplacer. D'ailleurs, seuls 55,3% des ménages qui ont un projet de voyage l'ont annulé.

Globalement, la durée maximale passée hors du domicile par un individu varie entre 2 et 7 heures. Rares sont ceux qui passent moins de 30 minutes à l'extérieur du foyer lors de la période de confinement. Le lundi, le mardi puis le vendredi sont les jours pour lesquels les gens sortent le plus de chez eux. Notons que 78% des ménages des zones urbaines confinées ont considérablement réduit les sorties dans les marchés et magasins durant le confinement.

4 « Restez chez vous » ou « StayHome ».



GRAPHIQUE 11. DURÉE MAXIMALE LORS D'UNE SORTIE HORS DU FOYER



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

Pas de crainte d'une pénurie alimentaire.

L'euphorie ayant touché les ménages au tout début du confinement s'est rapidement dissipée. Les ruées vers les PPN et autres produits alimentaires n'ont pas fait long feu. Une confiance sur la disponibilité continue des denrées alimentaires a gagné les ménages à tel point que seuls 29% des ménages ont continué à augmenter leurs stocks de nourriture. Néanmoins, dans les zones urbaines confinées, cette tendance à faire des stocks de nourriture concerne encore 44% des ménages.

Médecines modernes en priorité.

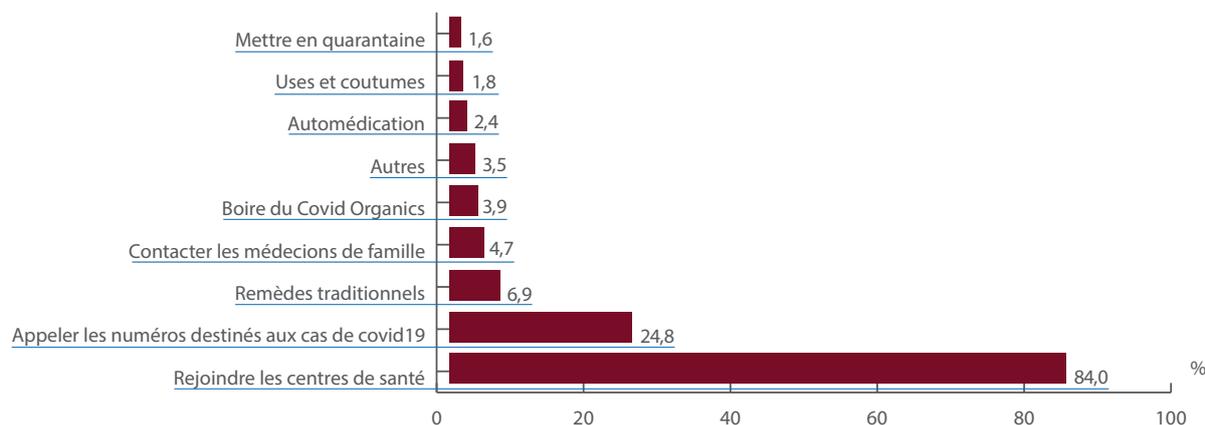
Dès lors que les symptômes du COVID – 19 se font ressentir dans le foyer, les premiers réflexes de la grande majorité des ménages sont de se rendre dans les centres de santé et/ou d'avoir recours aux remèdes traditionnels.

En premier lieu, les ménages se rendent dans les centres de santé ou auprès du médecin de famille en cas de suspicion d'infection au coronavirus. Entre autres, ils appellent directement les numéros mis à disposition par l'Etat pour lutter contre cette pandémie. Viennent ensuite le recours aux remèdes traditionnels et la prise du COVID- ORGANICS⁵.

⁵ COVID – Organics (CvO) : un remède traditionnel amélioré élaboré par l'Institut Malgache de Recherches Appliquées (IMRA) contre le COVID – 19.



GRAPHIQUE 12. PREMIÈRES RÉACTIONS DES MÉNAGES EN PRÉSENCE DE SYMPTÔMES DU COVID – 19



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

4. Accès aux besoins essentiels

L'analyse des éventuels impacts de la pandémie COVID – 19 sur les conditions de vie des ménages portent principalement sur leurs accès aux besoins essentiels, dont les médicaments et les produits pharmaceutiques, l'achat des produits alimentaires dont le riz, l'accès à l'éducation, la santé, sans oublier les services financiers.

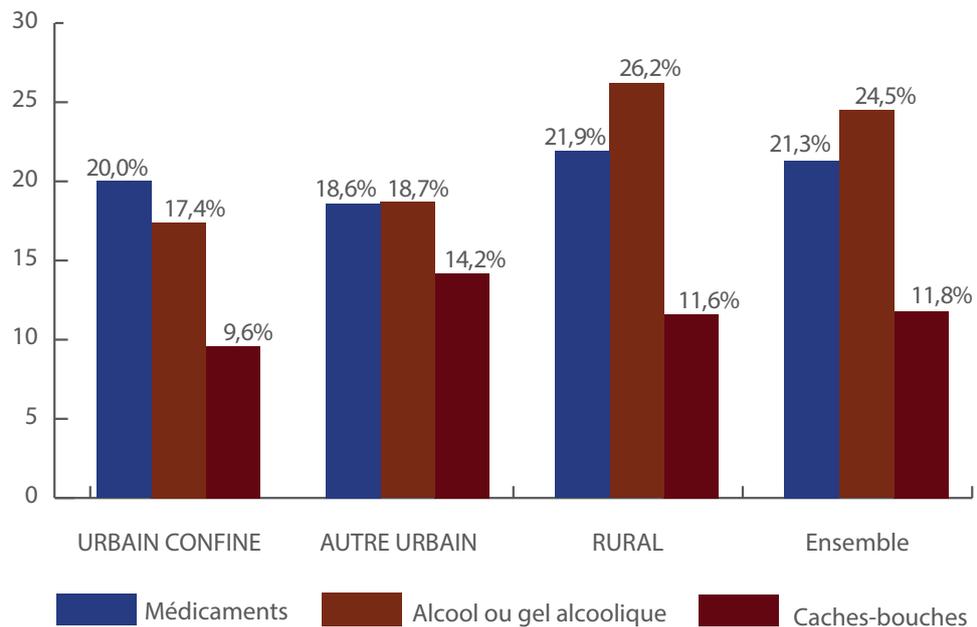
Accès aux produits pharmaceutiques (Médicaments)

Moins de 25% des ménages ont eu des difficultés à se procurer des besoins essentiels à usage préventif comme les médicaments et les cache-bouches, en raison de la hausse des prix.

Quel que soit le type de besoins auxquels les ménages ont eu à faire face, la majorité d'entre eux n'ont aucune difficulté à les acquérir. Dans l'ensemble, les résultats montrent que moins d'un quart des ménages enquêtés déclare avoir eu du mal à se procurer les besoins essentiels dont 21,3% des ménages sont confrontés à des problèmes d'acquisition des médicaments et produits pharmaceutiques, tandis que 11,8% sont ont des difficultés à se procurer des caches-bouches. Les raisons en sont multiples, mais celle qui est la plus évoquée par les ménages enquêtés est la hausse des prix.



GRAPHIQUE 13. POURCENTAGE DES MÉNAGES AYANT RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS À ACHETER LES MÉDICAMENTS/PRODUITS PHARMACEUTIQUES DEPUIS LA PREMIÈRE DÉCLARATION DE L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

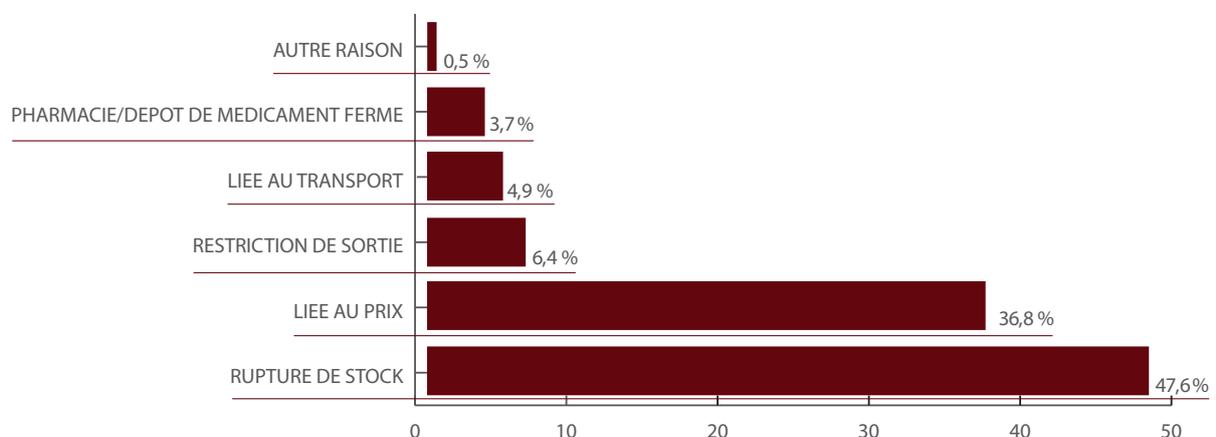
Difficulté d'acheter des alcools et gels alcooliques en raison de la rupture de stock dans les points de vente.

Environ le quart des ménages (24,5%) rencontre des difficultés à acheter les alcools et gel alcooliques pour se protéger

de la propagation de la pandémie. Et même s'ils se vendent à des prix relativement chers sur le marché, les ménages ont eu des difficultés à s'en procurer en raison de la rupture de stock chez les commerçants (47,7% des ménages enquêtés en sont concernés).



GRAPHIQUE 14. PRINCIPALE RAISON AYANT EMPÊCHÉ LES MÉNAGES À ACHETER DES SOLUTIONS HYDROALCOOLIQUES



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

Accès aux produits alimentaires

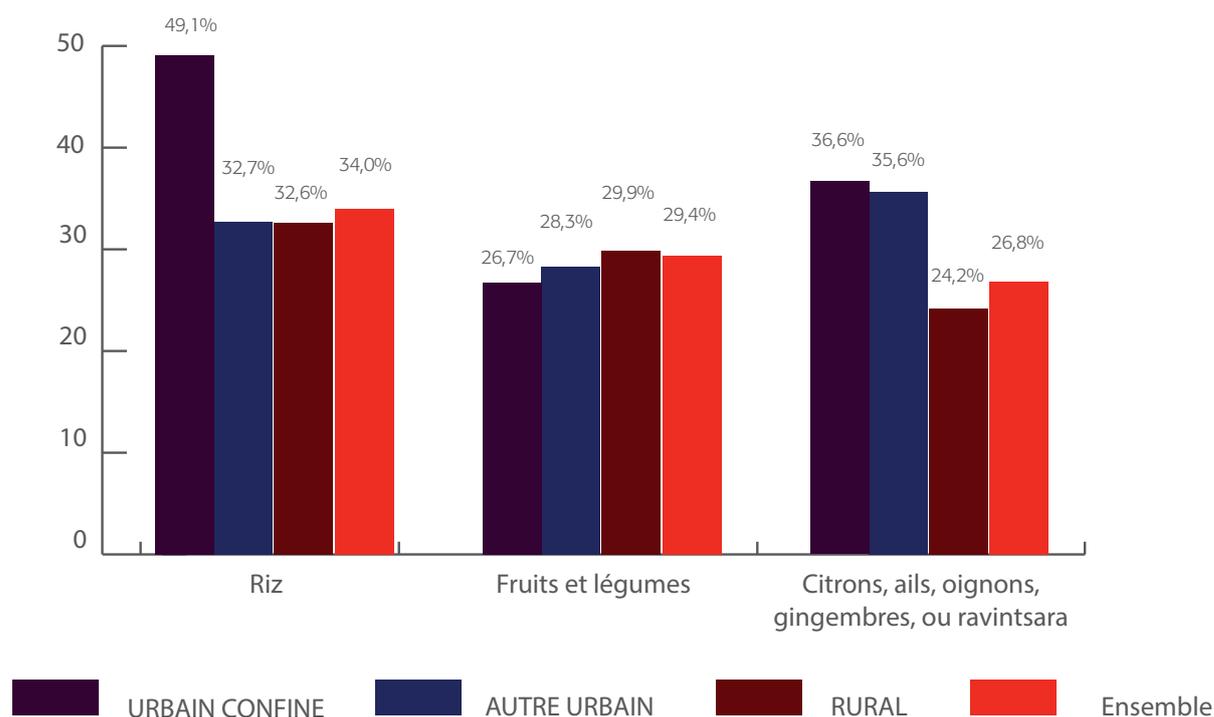
Environ la moitié des ménages dans les zones urbaines confinées ont eu des difficultés à s'approvisionner en riz. La hausse des prix en est la principale raison.

Presque la moitié des ménages urbains confinés ont vécu au moins une journée de crise pour l'acquisition du riz depuis

la déclaration de l'état d'urgence jusqu'au moment de l'enquête. Cette situation est principalement liée à la hausse du prix du riz sur le marché selon l'opinion des 84% des ménages enquêtés qui en sont concernés. Non seulement le prix de ce bien a relativement augmenté malgré les mesures prises par le gouvernement, mais l'on a constaté également qu'un bon nombre de ménages a vu la rupture de stock comme une autre raison.



GRAPHIQUE 15. POURCENTAGE DES MÉNAGES AYANT DES DIFFICULTÉS À ACHETER LES PRODUITS ALIMENTAIRES SELON LE TYPE DE PRODUIT



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

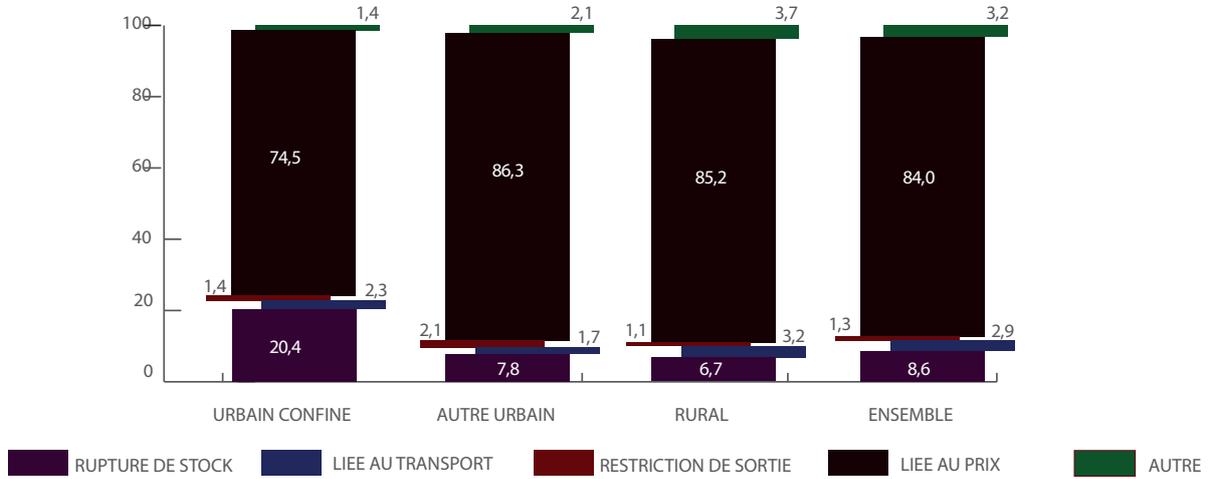
La hausse des prix est la principale raison qui a empêché les ménages d'acheter le riz depuis la première déclaration de l'état d'urgence.

Depuis que la crise liée à la pandémie a commencé, une bonne partie des ménages enquêtés (84%) ont vu le prix du riz augmenter dans les points de vente. Une situation qui touche moins les ménages urbains confinés (75%) que les

ménages dans les autres zones (Rural : 85%, Autre urbain : 86%). La deuxième principale raison en est la rupture de stock. Environ 9% des ménages en sont concernés parmi ceux qui ont eu des difficultés à acheter le riz ; un phénomène qui touche beaucoup plus les ménages urbains confinés (20%) que les ménages vivant dans les « autres urbains (8%) ou les ménages en milieu rural (7%).



GRAPHIQUE 16. PRINCIPALE RAISON AYANT EMPÊCHÉ LES MÉNAGES D’ACHETER LE RIZ (%)



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

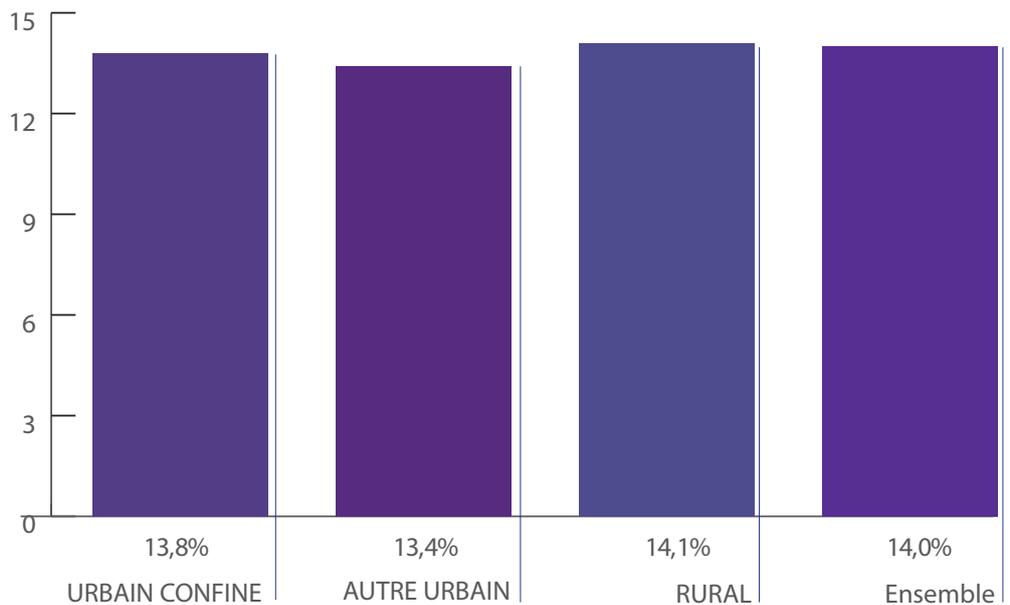
Accès aux soins

Le gouvernement doit promouvoir l'accès aux soins de sa population surtout durant la période de confinement bien que la pandémie COVID – 19 ait révélé des inégalités de ressources et d'accès à l'information. Selon les résultats, environ

15% des ménages ont eu besoins des soins médicaux depuis la première déclaration de l'état d'urgence. Aucune différence significative n'est, cependant, observée entre les zones d'enquête bien qu'on observe un taux relativement un peu élevé en milieu rural par rapport au milieu urbain.



GRAPHIQUE 17. POURCENTAGE DES MÉNAGES AYANT EU BESOIN DE SOINS MÉDICAUX DEPUIS LA PREMIÈRE DÉCLARATION DE L'ÉTAT D'URGENCE



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

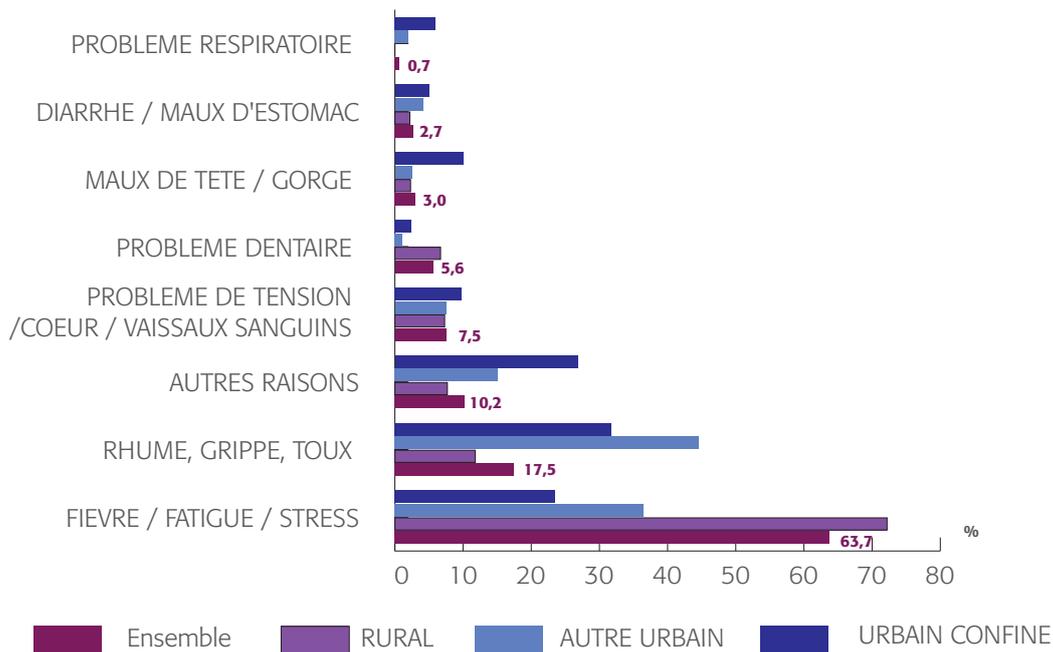
L'apparition des symptômes comme la fièvre, la fatigue et le stress sont les principales raisons du besoin de soins médicaux des ménages qui touchent environ 64% des ménages enquêtés, et qui concernent beaucoup plus les ménages ruraux.

La pandémie COVID – 19 affecte les individus de différentes manières. Les symptômes les plus fréquents sont la fièvre, la toux sèche et la fatigue. Les symptômes les plus graves sont les difficultés à respirer, la sensation d'oppression ou la douleur au niveau de la poitrine, et la perte d'élocution ou de

motricité. Parmi les ménages qui ont eu besoin de soins médicaux, 64% d'entre eux affirment que la principale raison est l'apparition des symptômes comme la fièvre, la fatigue ou le stress. Ce sont surtout les ménages ruraux (72%) qui en sont les plus exposés. L'apparition des symptômes comme le rhume, la grippe, la toux représente, cependant, 18% des ménages enquêtés, et touche beaucoup plus les ménages urbains dans les zones non confinées. Par ailleurs, les maux de tête, les maux d'estomac ou le problème respiratoire ne concernent que moins de 5% des ménages



GRAPHIQUE 18. DIFFÉRENTES RAISONS LIÉES AU BESOIN DE SOINS MÉDICAUX (%)

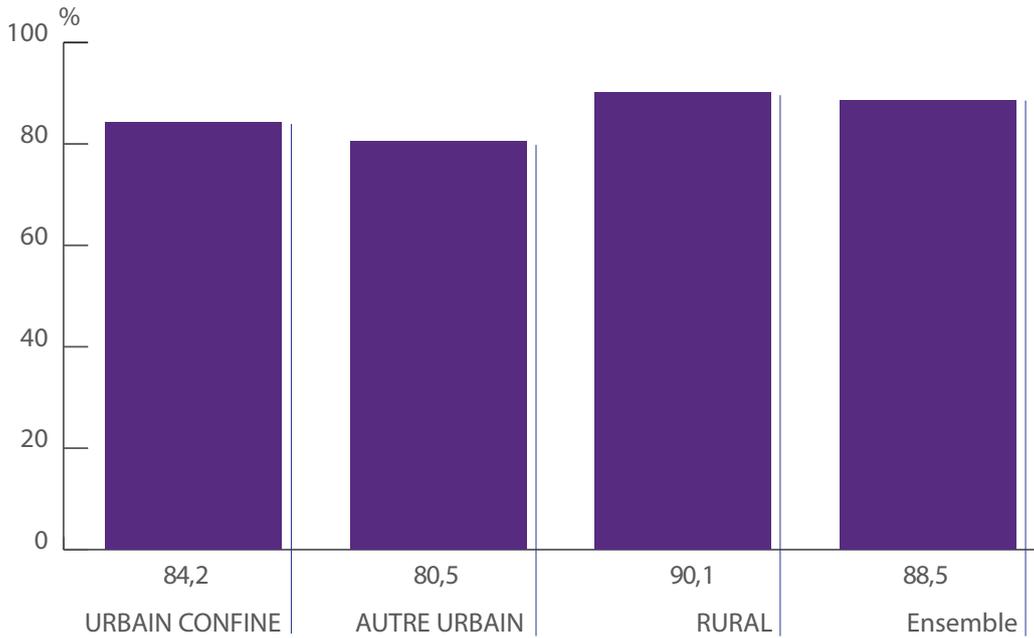


Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

Environ 90% des ménages ont pu bénéficier d'un traitement médical suite à l'apparition des symptômes qui pourraient avoir un lien avec la pandémie COVID.



GRAPHIQUE 19. POURCENTAGE DES MÉNAGES AYANT PU BÉNÉFICIER D'UN TRAITEMENT MÉDICAL



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

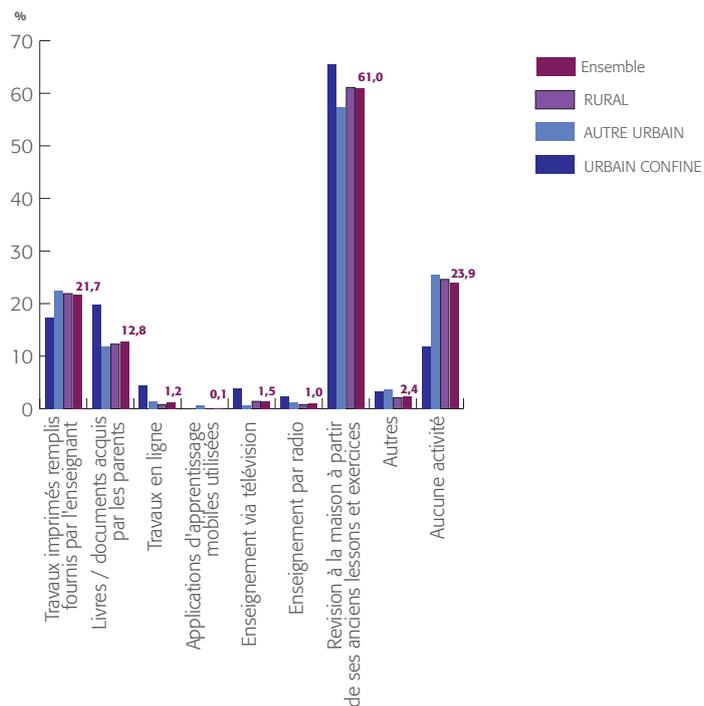
Accès à l'éducation

La révision à la maison à partir des anciens exercices et leçons est l'une des meilleures stratégies que la plupart des ménages (61%) ont adoptées.

Les résultats montrent que 72% des ménages avaient des enfants scolarisés âgés de 3 ans ou plus avant la période de confinement. Pendant que les écoles restent fermées, les parents doivent accompagner l'école de leurs enfants. La meilleure stratégie qui a été adoptée par la majorité des ménages est la révision à la maison (61%).



GRAPHIQUE 20. TYPES D'ACTIVITÉ PRATIQUÉS PAR LES ENFANTS DEPUIS QUE LES ÉCOLES SONT FERMÉES (%)



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

36,3% des ménages ayant des enfants scolarisés avant le confinement sont en contact en permanence avec les enseignants durant la période de confinement, et cela par le biais des entretiens face à face.

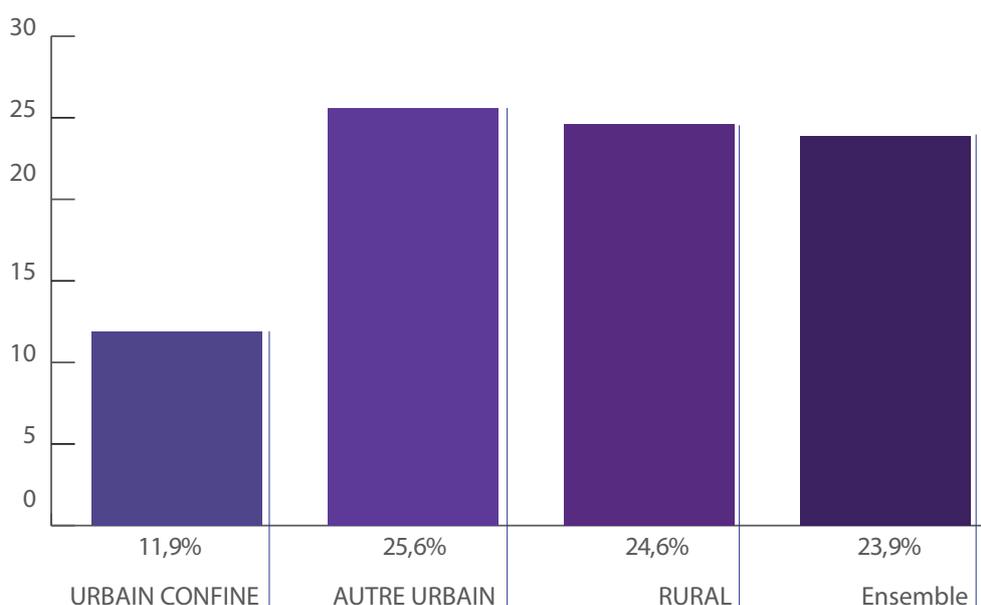
La quasi-totalité des ménages (95%) préfèrent les entretiens face à face avec les enseignants pour le suivi de l'éducation de leurs enfants en période de confinement. Une situation

qui est plus fréquente en milieu rural (97,1%) que dans les autres zones d'enquête.

Par ailleurs, ceux qui n'ont fait aucune activité éducative de leurs enfants représentent 24% des ménages ayant des enfants scolarisés avant le confinement. Cette situation touche 25,6% des ménages issus des autres urbains, 24,6% des ménages urbains confinés, et 11,9% des ménages ruraux.



GRAPHIQUE 21. POURCENTAGE DES MÉNAGES N'AYANT FAIT AUCUNE ACTIVITÉ ÉDUCATIVE PENDANT QUE LES ÉCOLES SONT FERMÉES



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

Accès aux finances

Parmi les ménages qui ont éprouvé le besoin d'aller chez un établissement financier, la quasi-totalité d'entre eux (98%) ont pu accéder aux opérations qu'ils souhaitaient de faire.

Environ 8% des ménages ont eu le besoin d'aller chez un établissement financier au cours de la dernière semaine précédant l'enquête dont la principale opération consistait à retirer de l'argent

Malgré le durcissement du confinement, certains ménages ont éprouvé le besoin de se rendre auprès des établissements financiers pour effectuer des opérations bancaires.

Ce besoin concerne 8% des ménages enquêtés dans l'ensemble, dont 19% se trouvant en zones urbaines confinées contre 16% dans les autres urbains, et 5,3% seulement dans les zones rurales.

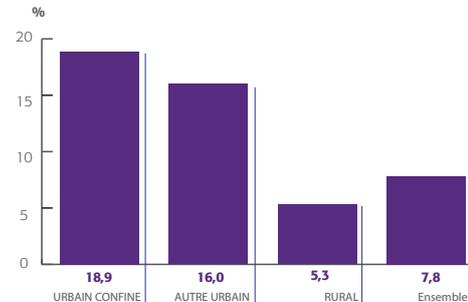
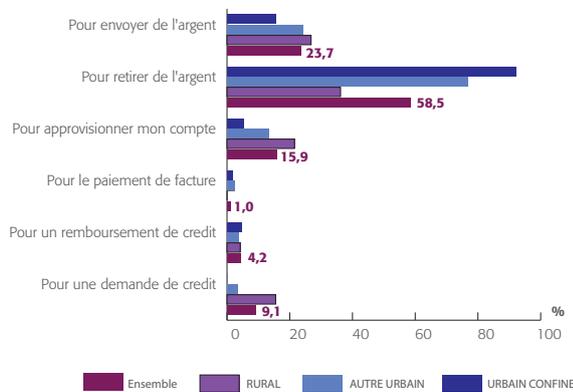
Par ailleurs :

Parmi ceux qui ont eu un besoin financier, la quasi-totalité d'entre eux (98%) ont pu accéder aux opérations qu'ils souhaitaient de faire

Parmi ceux qui ont pu accéder aux opérations, la majorité d'entre eux (96,5%) ont pu réaliser les opérations à faire



GRAPHIQUE 22. LE BESOIN D'ALLER CHEZ LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET LES RAISONS DES OPÉRATIONS CHEZ LES MÉNAGES (%)



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

5. Impact économique de la pandémie du COVID – 19 sur l'emploi

Outre le changement dans le quotidien de la population, les mesures prises par l'Etat afin d'endiguer la propagation du coronavirus ne sont pas sans conséquence sur l'économie. Dans l'immédiat, la conjoncture économique du pays est mise à rude épreuve. Les impacts de cette crise sanitaire sur la sphère économique se ressentent inéluctablement sur l'emploi et le revenu des ménages. Qu'il s'agisse de zones rurales ou urbaines, confinées ou non, les impacts du COVID – 19 sur l'emploi touchent l'ensemble du territoire national en cette période.

Perte d'emploi : la branche Agriculture relativement épargnée et la Restauration – Hébergement puis le Transport pénalisé par la pandémie du COVID – 19.

Le ralentissement des activités productives, suite logique des mesures inhérentes à l'état d'urgence sanitaire décrété sur l'étendue du territoire national, débouche sur une contraction de la production et donc de l'emploi. Cette stratégie semble être défavorable aux activités productives jugées non essentielles en ces temps de crise sanitaire.

Au total, 10,1% des ménages accusent une perte d'emploi depuis la période de confinement. Cela représente une perte totale 7,7% sur l'ensemble des emplois.

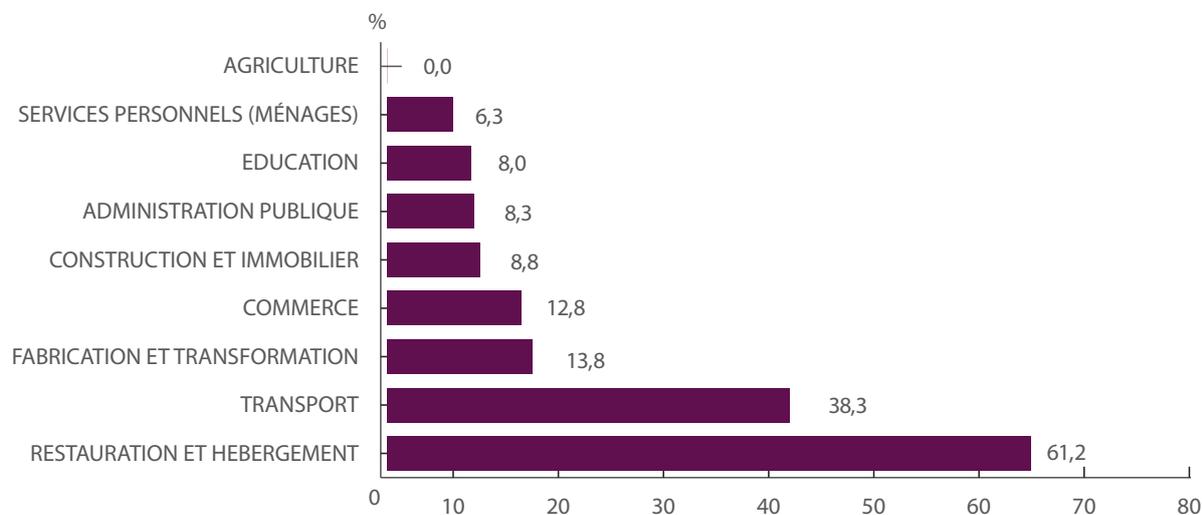
Quatre branches d'activités économiques sont principalement touchées par ce fléau. Il s'agit des emplois dans la Restauration et de l'Hébergement (61%), le Transport (38%) dans la Transformation et la Fabrication (13,8%) et puis dans le Commerce (12,8%)

Notons les emplois de l'Administration publique ou même titre des ceux de l'Education n'échappent pas non plus aux impacts de la pandémie. En outre, le tourisme au même titre que les services personnels aux ménages, deux branches à cheval entre ces activités économiques, sont tous les deux frappés de plein fouet par cette pandémie.

Au-delà des pertes d'emplois causées par le COVID – 19, certaines professions ont résisté tant bien que mal aux conséquences de la pandémie. En premier lieu, il s'agit des emplois de la branche Agriculture (l'agriculture, l'élevage et la pêche).



GRAPHIQUE 23. PERTE D'EMPLOI LIÉE AU COVID – 19 PAR PRINCIPALES BRANCHES D'ACTIVITÉ (EN %)



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

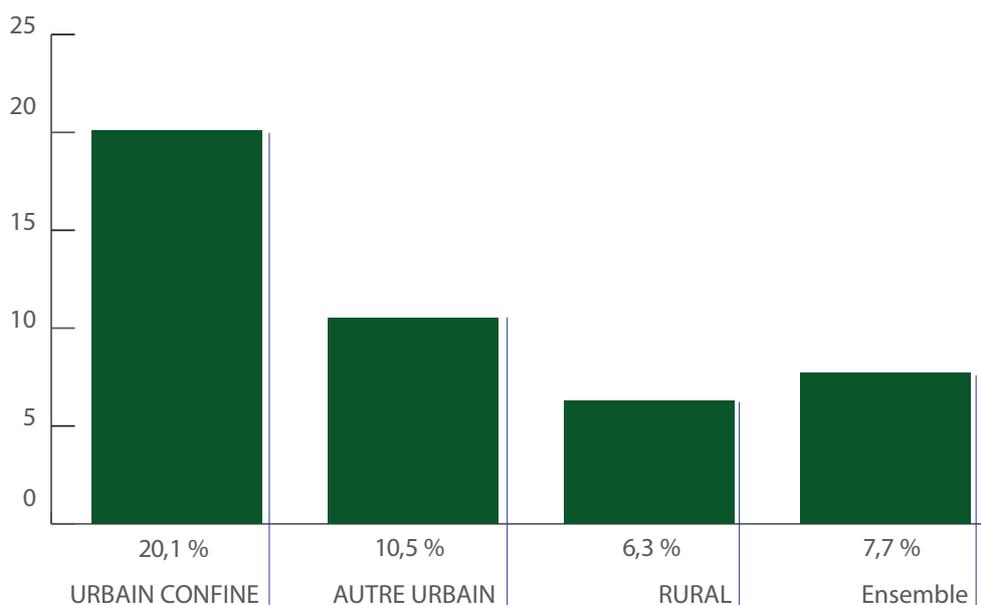
Les milieux urbains confinés en proie à une perte d'emploi.

L'instauration de l'état d'urgence sanitaire et ses corollaires ont ralenti les activités de productions sur l'ensemble du territoire national. Toutefois, les effets sont différents selon les

milieux. Ainsi, la perte d'emplois est plus importante dans les zones urbaines confinées contrairement aux zones rurales. Ce constat confirme le fait que l'Agriculture soit relativement épargnée par les effets de la pandémie du COVID – 19 sur l'Emploi.



GRAPHIQUE 24. PERTE D'EMPLOI PAR MILIEU



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020



Le couvre-feu et l'arrêt des activités des entreprises ou de l'Administration comme causes principales de l'arrêt des activités productives.

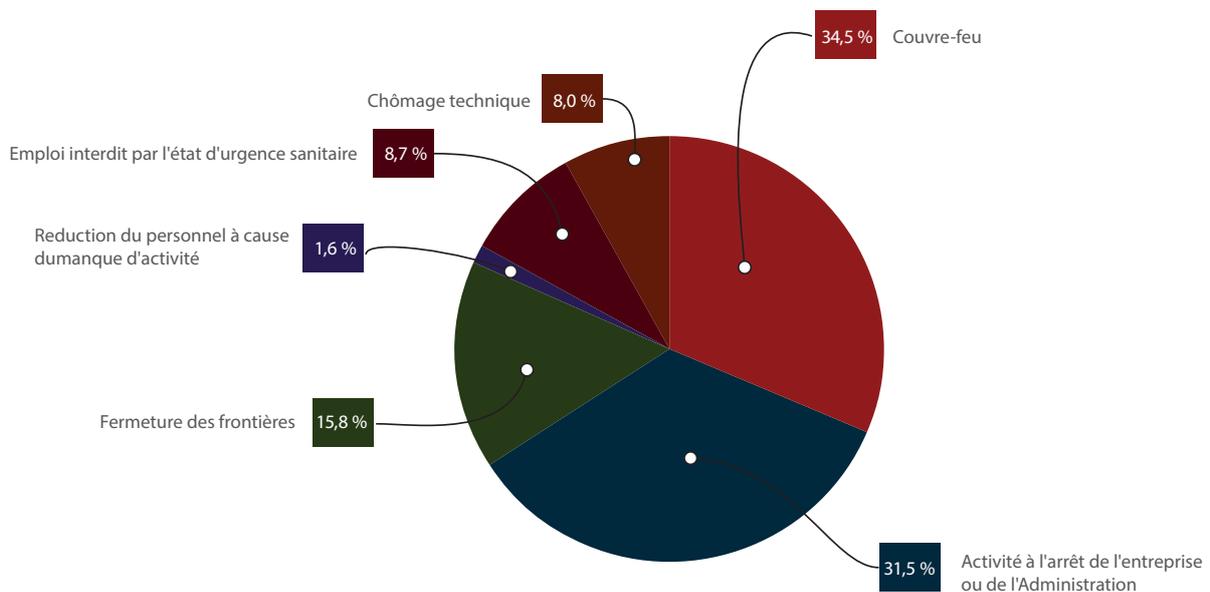
Sur l'ensemble des emplois en arrêt à cause de la pandémie, le couvre-feu en vigueur sur l'ensemble du territoire national constitue la première raison de la privation d'emploi. Les activités nocturnes tiennent pour ainsi dire une place importante sur le tissu économique à Madagascar. Il s'agit des emplois frappés par les restrictions comme le transport

des marchandises durant la nuit, les services aux ménages comme le gardiennage, les emplois liés à l'hôtellerie et la restauration, les activités nocturnes des boulangeries, etc. Bien entendu, l'arrêt des activités entrepreneuriales et de la machine administrative font que l'activité économique soit au ralenti.

La restriction des déplacements entre les régions a freiné la mobilité des travailleurs et induit inévitablement un effet néfaste sur l'emploi.



GRAPHIQUE 25. RAISONS DE LA PERTE D'EMPLOI LIÉE AU COVID – 19



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

Les emplois du secteur formel sont les plus exposés face à la pandémie du COVID – 19.

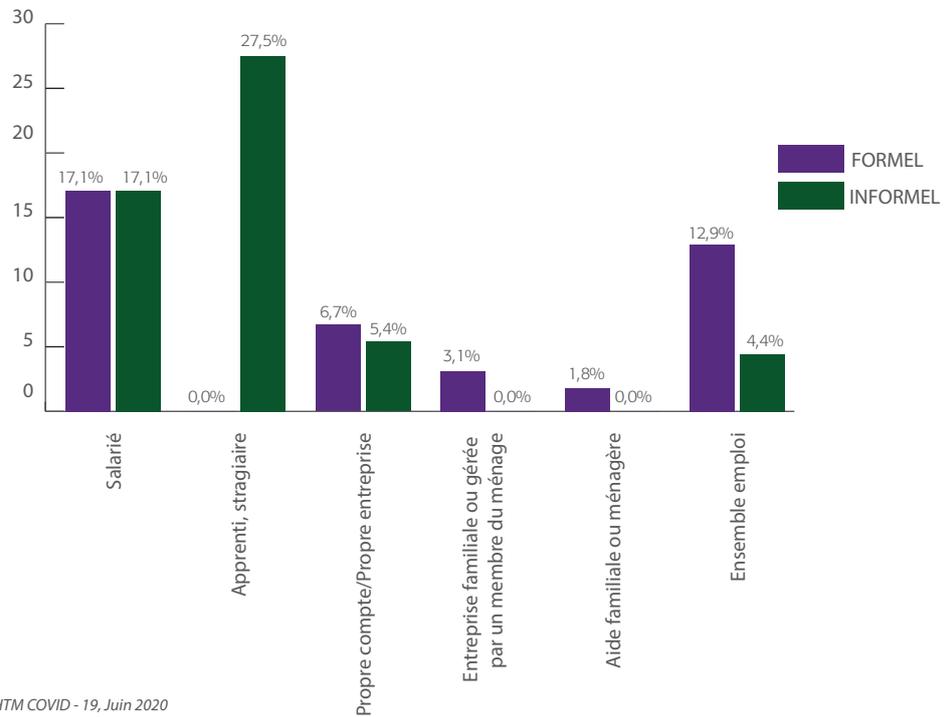
Globalement, les emplois du secteur formel sont les plus touchés par cette crise sanitaire. En effet, cette perte est de l'ordre de 4,4% pour les emplois du secteur informel contre 12,9% pour ceux du formel.

En effet, ces derniers sont plus respectueux des mesures gouvernementales en vigueur pour lutter contre le coronavirus. Ils se plient plus aux restrictions contrairement aux emplois du secteur informel.

Plus spécifiquement, les travailleurs salariés, aussi bien du secteur formel qu'informel ont été les plus touchés par la perte d'emploi, après les apprentis du secteur informel.



GRAPHIQUE 26. PERTE D'EMPLOI LIÉE AU COVID – 19 PAR CATÉGORIE DANS L'EMPLOI ET PAR SECTEUR (EN %)



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

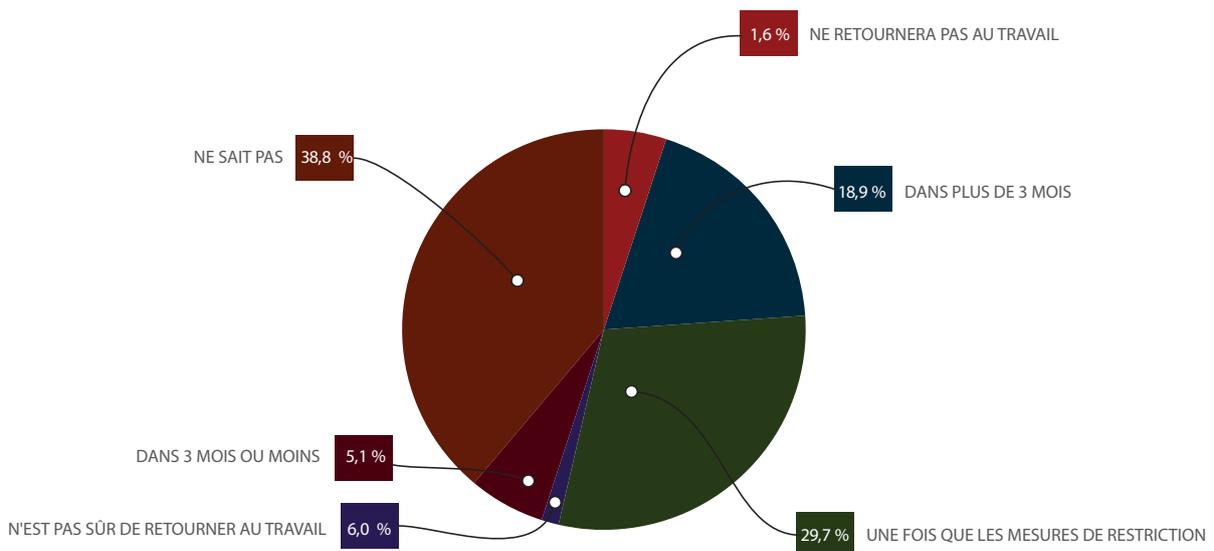
Un sentiment d'incertitude sur le possible retour à l'emploi.

Parmi les travailleurs se trouvant dans l'impossibilité d'exercer leur emploi, une incertitude entoure leur prévision quant à la possibilité de retourner à leur ancienne activité. En effet,

la majorité d'entre eux ne sait pas s'ils pourront revenir à leur emploi. Cela s'apparente à une crainte de suppression d'emploi. Néanmoins, 29,7% de ces travailleurs pensent qu'ils peuvent revenir à leur occupation une fois que les mesures de restriction seront levées.



GRAPHIQUE 27. PERCEPTION DES TRAVAILLEURS SUR LA DATE PROBABLE DE RETOUR À L'EMPLOI



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

Comme mode de travail, le télétravail est peu pratiqué.

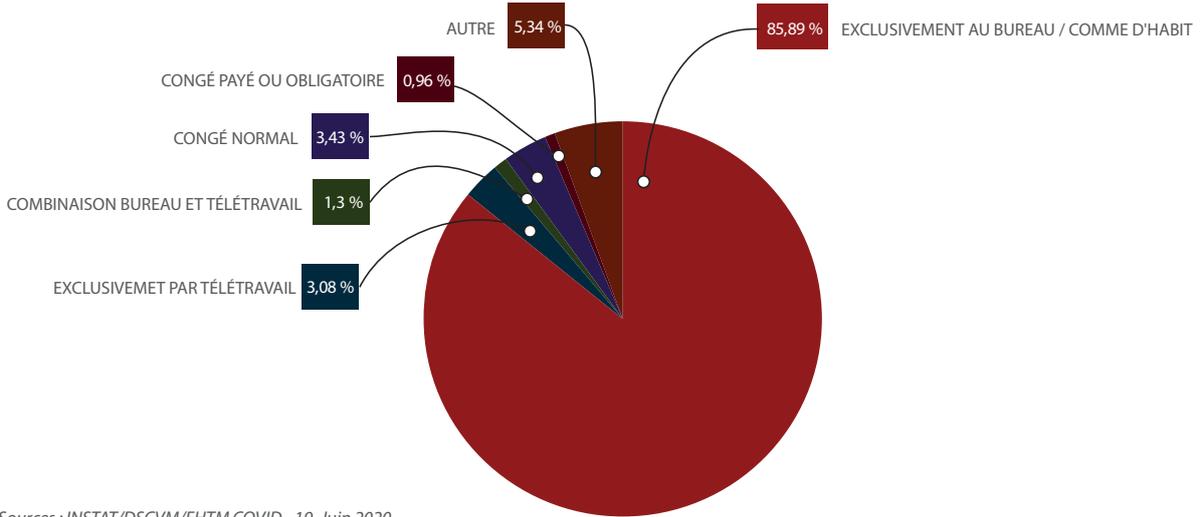


Perçu comme un mode de travail en vogue surtout depuis le début de la pandémie mondiale du COVID – 19, le télétravail reste marginal auprès des travailleurs du pays. Il ne concerne que 3% des travailleurs. Cela s’explique en partie

par la structure même de l’économie malagasy. Par contre, pour plus de 8 emplois sur 10, les travailleurs continuent à exercer leurs professions dans les lieux habituels où ils avaient l’habitude dus exercer.



GRAPHIQUE 28. MODE DE TRAVAIL DURANT LE CONFINEMENT



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

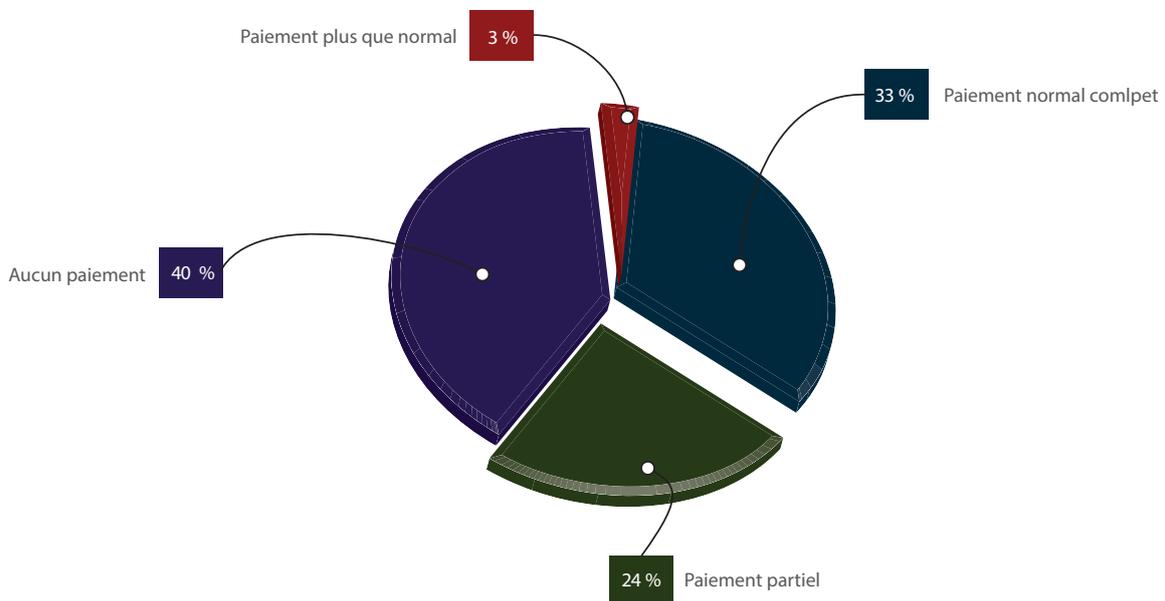
Des emplois sans rémunération.

En dépit du travail effectué, 4 emplois sur 10 se font sans aucune rémunération lors de la période de confinement.

Globalement, cela s’explique par la réduction du temps de travail. Ainsi, plus de 6 travailleurs sur 10 veulent effectuer des heures supplémentaires dans le cadre de leur profession ; le temps de travail étant écourté.



GRAPHIQUE 29. MODE DE RÉMUNÉRATION DES INDIVIDUS EN EMPLOI LORS DU CONFINEMENT



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

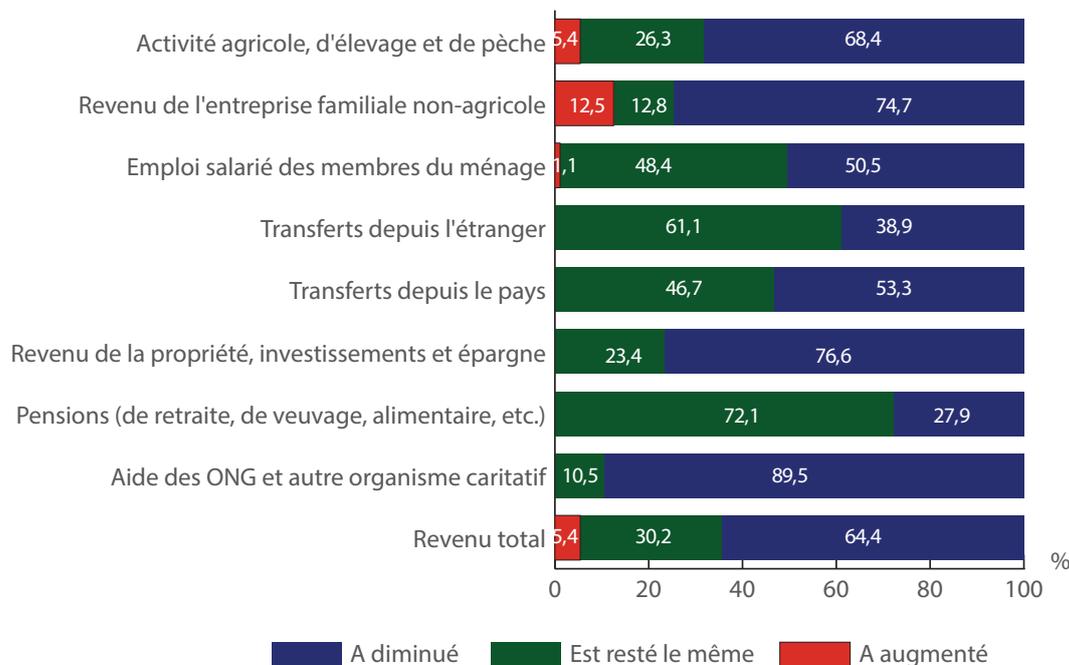
Une diminution du revenu des ménages.

D'une manière générale, la contraction des activités économiques lors de la crise sanitaire se traduit par une diminution des revenus des ménages. En considérant la totalité des sources disponibles, 64,4% des ménages ont accusé une

diminution des revenus. Bien que les emplois de l'Agriculture soient relativement préservés, les revenus de ces derniers sont pénalisés par la pandémie du COVID – 19 au même titre que ceux des entreprises familiales non agricoles. Globalement, l'environnement des affaires n'est pas propice aux investissements.



GRAPHIQUE 30. SITUATION DU REVENU DES MÉNAGES



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

6. La pandémie COVID – 19 et la sécurité alimentaire

Environ un quart des ménages malagasy se trouve en situation de sécurité alimentaire.

La pandémie COVID affecte beaucoup plus les ménages urbains selon les expériences vécues en insécurité alimentaire. Les ménages en situation de sécurité alimentaire représentent 26% des ménages malagasy, tandis que ceux qui sont sévèrement touchés par la faim ne sont que 5%.

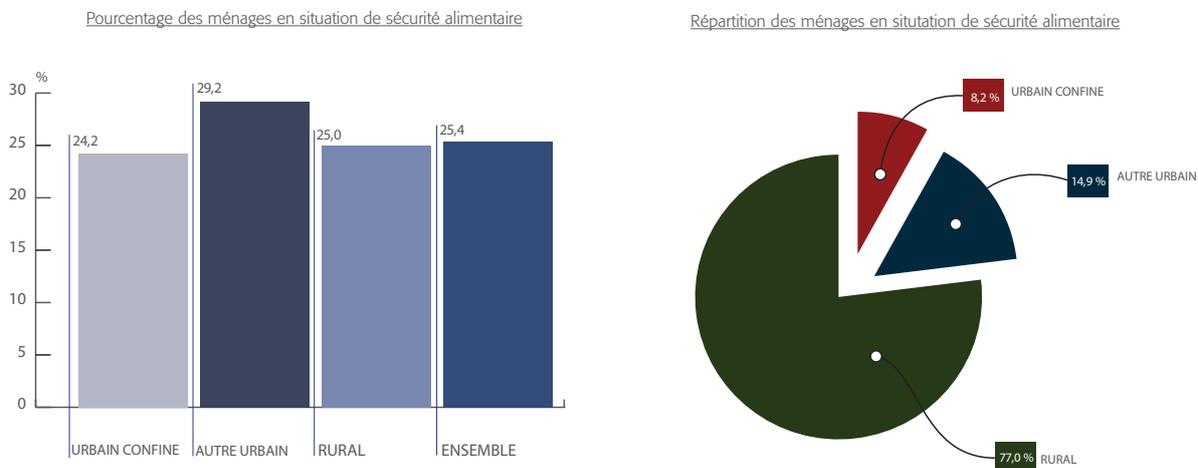
Face à la pandémie COVID qui sévit actuellement dans la plupart des régions du pays, les résultats mettent en évidence que :

Environ un quart des ménages malagasy se trouve en situation de sécurité alimentaire⁶ ; parmi lesquels les ménages ruraux en sont les plus sécurisés (environ 78% des ménages).

⁶ Un ménage, n'ayant vécu aucune situation de faim parmi les huit questions énumérées au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête est supposé être en situation de sécurité alimentaire pendant l'enquête



GRAPHIQUE 31. RÉPARTITION DES MÉNAGES EN SITUATION DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

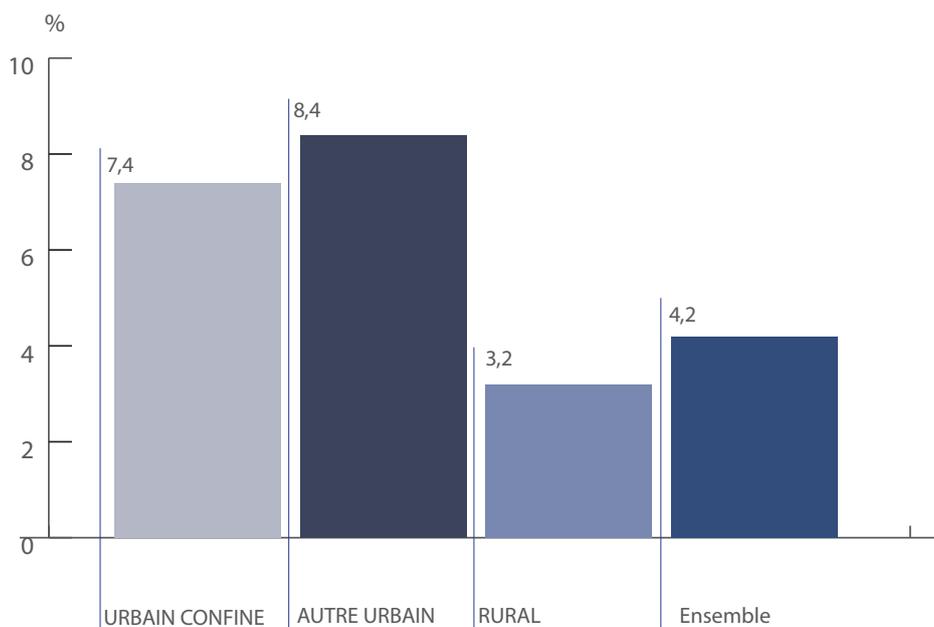
Environ 5% sont gravement touchés par la faim⁷ en raison du manque d'argent ou d'autres ressources. Ce sont

⁷ Des ménages qui ont vécu au moins une journée entière sans manger durant les 30 derniers jours de l'enquête

surtout les ménages urbains (confinés ou non) en sont les plus touchés, et qui représentent environ 8% des ménages enquêtés.



GRAPHIQUE 32. POURCENTAGE DES MÉNAGES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SÈVÈRE (MÉNAGE AYANT PASSÉ UNE JOURNÉE ENTIÈRE SANS MANGER)



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

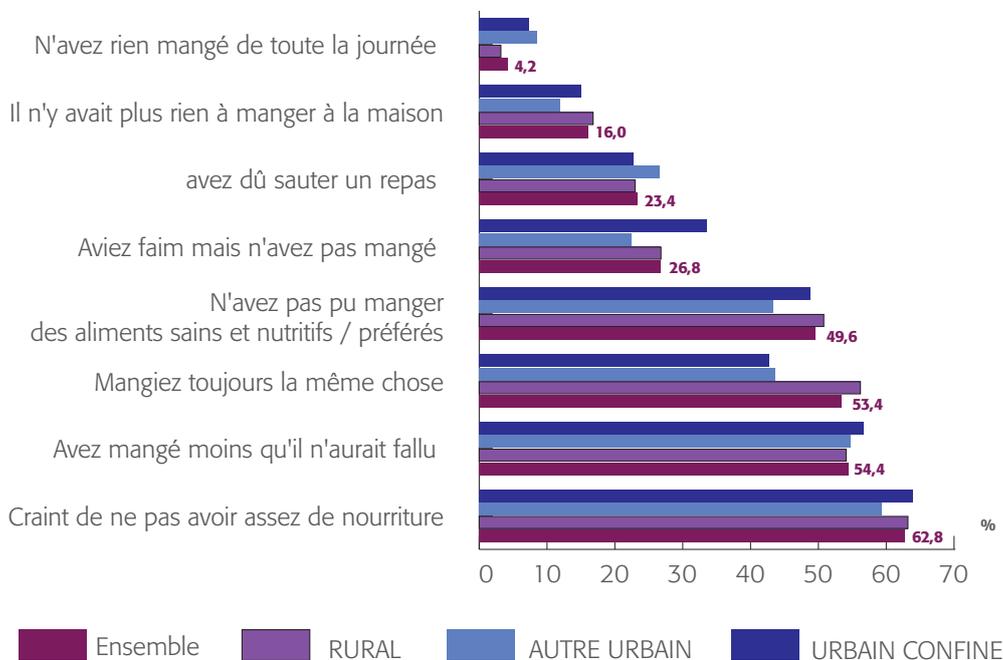
La crainte de « ne pas avoir assez de nourriture pour son ménage » est la pire situation que la plupart des ménages ont vécue durant les 30 derniers jours de l'enquête. Ils représentent plus de 60% des ménages enquêtés.

Faute d'argent ou d'autres ressources qui pourraient avoir un lien avec la pandémie COVID – 19 :

- 63% des ménages déclarent avoir vécu au moins une crainte de ne pas avoir assez de nourriture pour alimenter son ménage ; une situation qui touche un peu moins les ménages urbains non confinés (59,4%) que les ménages vivant dans les autres zones (urbain confiné : 64%, rural : 63%)
- Ceux qui avaient mangé moins qu'il n'aurait fallu touchent environ 54,4% des ménages enquêtés, et cela quelle que soit la zone considérée
- Ceux qui mangeaient toujours la même chose représentent 53% des ménages enquêtés ; une situation qui concerne beaucoup plus les ménages ruraux (56%)
- Ceux qui avaient faim mais n'avaient pas mangé touchent davantage les ménages urbains non confinés (34%), alors que dans l'ensemble, le taux est de 27%.



GRAPHIQUE 33. SITUATION DES MÉNAGES VIS-À-VIS DE L'ÉCHELLE D'EXPÉRIENCE EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE (EN %)

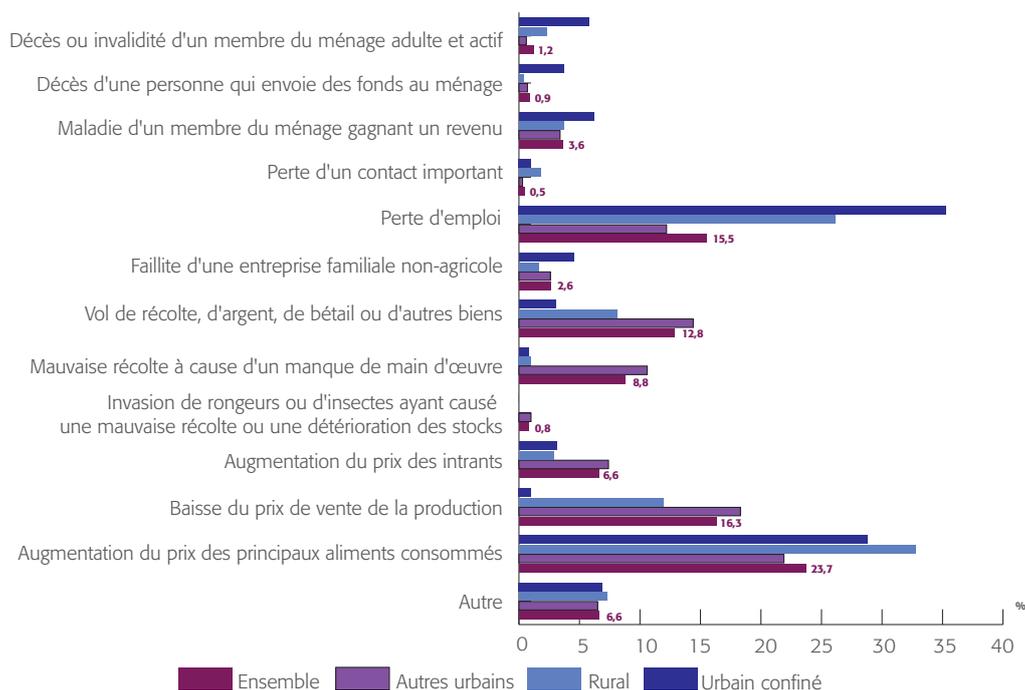


Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

7. Portée et impacts des mécanismes amortisseurs

La propagation du coronavirus constitue un choc collectif pour l'ensemble de la population. Il est un fait que cette pandémie induit d'autres types de choc au niveau des ménages. En effet, l'incidence du COVID dans une famille implique des dépenses supplémentaires. Un ménage, même non contaminé peut connaître la perte d'emploi d'un membre, étant donné la conjoncture, ou un décès non lié à la pandémie. D'autres risques non liés directement à la

maladie peuvent les affecter : hausse du prix des produits de consommation courante, augmentation de l'insécurité, perte de récoltes pour les agriculteurs, etc. L'inflation peut entraîner une baisse de la consommation alimentaire. L'incapacité à payer les loyers ou la consommation d'électricité, le déménagement chez des parents accentuent la précarité, ce qui accroît expose les individus aux diverses maladies et sa vulnérabilité, surtout parmi les plus pauvres.


GRAPHIQUE 34. PROPORTION DE MÉNAGES TOUCHÉS PAR LES PRINCIPAUX TYPES DE CHOC


Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

Les chocs les plus fréquemment subis par les ménages depuis le début de la pandémie ont été, par ordre d'importance décroissante,

- Augmentation du prix des principaux aliments consommés. Suite au confinement, les ménages, à tort ou à raison, redoutent une pénurie ;
- Baisse du prix de vente de la production et augmentation du prix des intrants, très ressentis en milieu rural. Cela entraîne une baisse de revenu et du pouvoir d'achat.
- Perte d'emploi, très fortement ressenti dans la strate "Urbains confinés"
- Vol de récolte, d'argent, de bétail ou d'autres biens, surtout en milieu rural.

Diverses stratégies ont été entreprises tant au niveau de chaque ménage qu'au niveau du gouvernement central.

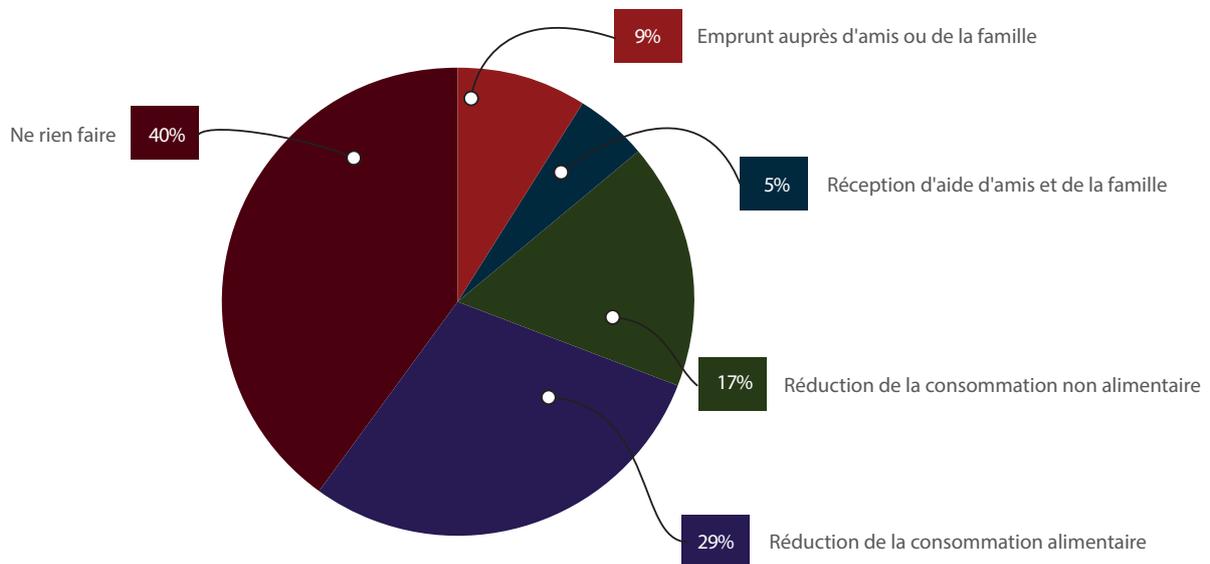
Le gouvernement a initié des transferts directs soit en nature : riz ou autres produits, soit en cash. Ces aides touchent des ménages identifiés au niveau des communautés.

Dans un contexte sans coronavirus, les ménages ont généralement quelques possibilités de repli face à des événements imprévus : mobilisation de leur propre épargne, emprunts ou autres aides auprès de familles ou auprès d'institutions formelles, demande d'un paiement anticipé sur le salaire auprès de son employeur, recours à des activités supplémentaires génératrices de revenus. Cependant, face à la pandémie, les ménages évoluent dans un contexte inédit et anxiogène, qui touche entre autres, leurs différentes sources de revenus.

Dans ces conditions, les plus vulnérables sont ceux qui, déjà avant l'arrivée du coronavirus, étaient dans la précarité. Les marges de manœuvre sont limitées. On constate que la stratégie la plus fréquemment adoptée est la réduction de sa consommation, alimentaire et non alimentaire. Ce fait a des impacts d'autant plus dramatiques dans la mesure où trois ménages sur quatre sont classés déjà au départ en situation d'insécurité alimentaire.



GRAPHIQUE 35. PRINCIPALES STRATÉGIES DES MÉNAGES FACE AUX DIFFÉRENTS CHOCS SUBIS



Sources : INSTAT/DSCVM/EHTM COVID - 19, Juin 2020

L'emprunt ou l'aide venant d'amis ou de la famille constitue également des voies de recours possibles. Cependant, il faut reconnaître qu'une bonne partie des ménages, 40% d'entre eux ont déclaré n'avoir rien fait face à un choc qui les a touchés. La plupart des ménages de la même communauté

vivent les mêmes préoccupations et ne peuvent pas s'appuyer les soutiens que d'habitude ils se font les uns aux autres. Le nombre de ménages en situation d'exclusion, en dehors de tout système d'entraide sociale, risque d'augmenter.



CONCLUSION

Il ressort de l'enquête que la plupart des ménages sont au courant de l'existence du COVID – 19 via les canaux d'informations habituels. Toutefois, le respect de certains gestes barrières est parfois ignoré car ils sont perçus par la population comme une injonction gouvernementale plutôt qu'une protection en soi contre le coronavirus. Le contenu des messages de la communication doit aller davantage en ce sens.

De manière générale, les ménages disent être satisfaits des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la maladie. Les raisons principales de non-satisfaction sont l'absence d'aide financière ou l'arrivée tardive des mesures prises. Par ailleurs, la dotation des aides est sélective en priorisant les ménages les plus touchés à l'instar des chauffeurs des transports en commun de ville au début du confinement.

Cependant, le confinement total est difficilement applicable malgré les mesures prescrites par le gouvernement. En effet, la plupart des travailleurs urbains sont dans le secteur informel et il n'est pas soutenable pour eux de rester une longue période sans travailler pour subvenir à leurs besoins. Promouvoir les programmes pays du Travail Décent permettraient à terme d'atteindre les objectifs du travail décent.

L'accès des ménages aux produits pharmaceutiques à usage préventifs a été perturbé par la rupture de stock dans les points de vente et la hausse des prix au début du

confinement. Le réflexe des ménages en cas d'apparition de symptôme du COVID -19 est de rejoindre un centre de santé. Aussi la plupart des ménages ont bénéficié d'un traitement médical. Sur le plan scolaire, le suivi de l'éducation des élèves en période de confinement se fait dans la plupart des cas par entrevue face à face avec l'enseignant.

Relativement à chaque secteur, la perte d'emploi liée au COVID – 19 est plus importante dans la branche de la restauration et de l'hébergement ainsi que le transport. En outre, les emplois du secteur formel sont davantage enclins à se plier aux mesures prises entraînant l'arrêt de leurs activités. L'allègement des charges fiscale et administrative au secteur privé et la reconsidération du retour des activités à horaire particulier garantiraient aussi le soutien aux travailleurs car plus de la moitié d'entre eux sont incertains de la reprise de leur travail.

Une fois l'urgence passée, afin d'atténuer les impacts de la crise sociale, dans une perspective de long terme, il faudrait identifier les ménages les plus pauvres dans les fokontany en suivant un ciblage bien défini : enquêter sur leurs caractéristiques tels que niveau de revenu, caractéristiques du logement, existence de personnes en situation de handicap, personnes âgées ou en bas âge. On peut ainsi créer un registre social, géré et mis à jour au niveau des fokontany.

